

**CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE LABORATOIRE ET BUREAUX  
IGM  
STATION BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

<b>MAÎTRE D'OUVRAGE :</b> <b>UNIVERSITÉ P&amp;M CURIE - JUSSIEU</b> <b>Représentant :</b> Mme. Pallard Sce Maîtrise d'ouvrage 4 place Jussieu 75252 PARIS Cedex 05 CC 605  ☎ : 01 44 27 59 76 ☎ : 06 75 28 21 69 ☎ : 01 44 72 59 88	<b>Dossier N°: 2007-403</b>		<b>Catégorie : 2</b>
	<b>Indice</b>	<b>Date</b>	<b>Modifications</b>
	<b>A 01</b>	29/08/08	Création du document origine
<b>MAÎTRE D'OEUVRE</b> • <b>Cabinet BARRE-LAMBOT</b> <b>Représentant :</b> M. Barré 3 rue Y. Boquien 44000 NANTES  ☎ : 02 40 20 41 22 ☎ : 02 40 12 41 46 barrelambot@mac.com			
<b>ANAFI</b> Rue JC Chevillotte 29200 BREST <b>CONCEPTION : M.VIOLLAZ</b> ☎ : 02 98 43 50 14 ☎ : 02 98 43 50 18 <b>REALISATION : M. VAN ASSCHE</b> ☎ : 02 98 43 50 12 ☎ : 02 98 43 50 18	<p style="text-align: center;"><b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b>  EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION  DE LA SANTÉ DES PERSONNES INTERVENANT  DANS L'OPÉRATION DE CONSTRUCTION DE  <b>P.G.C.S.P.S.</b></p>		

**PREAMBULE**

La loi N° 93.1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil a instauré l'obligation d'une coordination de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers où plusieurs entreprises sont appelées à intervenir. La coordination intervient tant en phase de conception que de réalisation de l'ouvrage. La présence du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants.

L'article L. 4532-8 de cette même loi prévoit l'établissement d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Le PGCSPS définit l'ensemble des mesures générales propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, des sous-traitants et des travailleurs indépendants.

Les éléments contenus dans le plan général de coordination ont force de donnée de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront s'appuyer sur le plan général de coordination pour établir leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Le plan général de coordination sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier. Il intégrera, au fur et à mesure de leur élaboration en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité protection de la santé.

**En application de la loi énoncée ci avant et du décret N° 94 1159 du 26.12.94, chaque entrepreneur, sous-traitant et travailleur indépendant intervenant sur le chantier est tenu d'élaborer un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) puis de le diffuser aux organismes conformément à l'article R. 4532-70 du Code du Travail.**

**TEXTES APPLICABLES**

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

**Principes Généraux de Prévention Art L.4121-1 à 5**

- a) Éviter les risques;
- b) Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités;
- c) Combattre les risques à la source;
- d) Adapter le travail à l'homme, ...;
- e) Tenir compte de l'état d'évolution des techniques;
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui est moins ou pas dangereux
- g) Planifier la prévention;
- h) Prendre des mesures de protection collectives en priorité sur les protections individuelles;
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.



Rue JC Chevillotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

## SOMMAIRE

<b>1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PRÉALABLE. ....</b>	<b>7</b>
1.1 PRÉSENTATION DU PROJET. ....	7
1.2 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : .....	7
1.2.1 Durée globale des travaux : .....	7
1.2.2 Effectif prévisionnel et nombre d'entreprises prévisibles : .....	8
1.2.3 Mode de consultation, de passation et type de marchés .....	8
1.2.4 Classement du chantier .....	8
1.2.5 Calendrier général d'exécution du chantier .....	8
1.2.6 Phasage des travaux .....	8
1.3 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES .....	8
1.3.1 Sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage : .....	8
1.3.2 Sous la responsabilité des entreprises .....	9
1.4 PRÉSENTATION DES INTERVENANTS .....	10
1.4.1 Intervenants sur le chantier (Maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, coordination SPS) .....	10
1.4.2 Intervenants sur le chantier (Composition de l'équipe de Maîtrise de chantier) .....	11
1.4.3 Intervenants sur le chantier (Services). ....	11
1.4.4 Services de secours et de santé proche du lieu de chantier .....	12
1.4.5 Liste des lots techniques .....	13
<b>2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN COORDINATION AVEC LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>14</b>
2.1 NATURE DU SOL .....	14
2.2 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE SES SERVITUDES : .....	14
2.2.1 Réseaux enterrés (électricité, gaz, téléphone, eau, assainissement etc. ...) : .....	14
2.2.2 Réseaux aériens : .....	14
2.2.3 Bâtiments environnants et servitudes .....	14
2.2.4 Conditions climatiques : .....	15
2.3 DÉMOLITION .....	15
2.3.1 Formation – Supervision .....	15
2.3.2 Préparation des travaux .....	15
2.3.3 Repérage des réseaux : .....	16
2.3.4 Accès et circulation autour des ouvrages à détruire : .....	16
2.4 CONDITIONS DE TRAVAIL .....	16
2.4.1 Risques propres à la démolition : .....	16
2.4.2 Risques de chute de personnes et de matériaux : .....	16
2.4.3 Prévention des accidents dus aux effondrements non contrôlés: .....	16
2.4.4 Prévention des accidents due aux chutes de matériaux : .....	16
2.4.5 Prévention des accidents liés À l'utilisation d'outillage : .....	16
2.5 PRESENCE DE MATERIELS OU MATÉRIAUX PRÉSENTANT DES RISQUES PARTICULIERS .....	17
2.5.1 Éléments radioactifs : .....	17
2.5.2 Plomb : .....	17
2.5.3 Fibres ceramiques refractaires : .....	17
2.5.4 Amiante : .....	17
2.6 DESCRIPTION DE L'OUVRAGE À BÂTIR (RISQUES PRINCIPAUX) .....	20
2.6.1 Terrassement, Gros -oeuvre .....	20
2.6.2 Charpente bois .....	20
2.6.3 Couverture étanchéité. ....	21
2.6.4 Menuiseries extérieures .....	21
2.6.5 Menuiseries intérieures agencements .....	21
2.6.6 Cloisons sèches et isolation .....	21



Rue JC Chevallotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

2.6.7 Métallerie serrurerie .....	21
2.6.8 Faux plafonds .....	22
Peinture revêtements muraux. ....	22
2.6.9 Revêtements de sols faïence. ....	22
2.6.10 Sols souples .....	22
2.6.11 Chauffage ventilation. ....	22
2.6.12 Courants forts et Courants faibles .....	22
2.6.13 VRD aménagements extérieurs .....	23
2.7 ACCÈS AU CHANTIER : .....	23
2.7.1 Accès et stationnement .....	23
2.7.2 Servitudes de voirie et réglementation .....	23
2.7.3 Mesures de nettoyage des engins devant circuler sur la voie publique : .....	23
2.7.4 Dispositions relatives aux groupes de visiteurs .....	24
2.8 INSTALLATION DE CHANTIER .....	24
2.8.1 Plan d'installation de chantier .....	24
2.8.2 Salle de réunion : .....	25
2.8.3 Vestiaires : .....	25
2.8.4 Réfectoires (éventuellement) .....	25
2.8.5 Clôture de chantier : .....	26
2.8.6 Gardiennage .....	26
2.8.7 Panneau de chantier : .....	26
2.8.8 Contrôle des entrées et des sorties .....	26
<b>3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>26</b>
3.1 VOIES OU ZONE DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES: .....	26
3.1.1 Circulations horizontales : .....	26
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION .....	28
3.2.1 Vérification périodique par un organisme agréé des engins de levage (avec levée des réserves) .....	28
3.2.2 Approvisionnements .....	28
3.2.3 Grues à tour .....	29
3.2.4 Grues mobiles et autres engins de manutention : .....	30
3.2.5 Limites d'utilisations .....	30
3.2.6 Formation du personnel .....	31
3.2.7 Autorisation / Habilitation .....	31
3.2.8 Accrochage des charges sur la grue : .....	31
3.2.9 Accrochage sur l'ouvrage de moyen de levage : .....	31
3.2.10 Utilisation collective de moyens de levage .....	32
3.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER: .....	32
3.3.1 Zones de stockage .....	32
3.3.2 Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets : .....	32
3.3.3 Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés : .....	33
3.4 PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES: .....	33
3.4.1 Échafaudages et travail en hauteur à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment : .....	33
3.4.2 Travail à l'échelle- escabeau ou marchepied : .....	34
3.4.3 Protections et équipements individuels : .....	34
3.4.4 Protection des accès : .....	35
3.5 ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE DE CHANTIER DE CHANTIER .....	35
3.5.1 Distribution électrique .....	35
3.5.2 Installations électriques : .....	35
3.5.3 Appareils portatifs : .....	36
3.5.4 Éclairage des circulations .....	36



Rue JC Chevallotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

3.6 MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTION SUR LE SITE.....	36
3.6.1 Dispositions prises pour interdire les travaux superposés .....	36
3.6.2 Dispositions prises pour prévenir les chutes d'objets.....	36
3.6.3 Moyens communs.....	36
3.6.4 Rappel des risques liés aux démolitions.....	37
3.6.5 Risques liés à la coactivité Tout Corps d'État .....	39
3.7 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES .....	40
3.8 TRAVAUX SPÉCIFIQUES .....	40
3.8.1 Travaux de terrassement exécutés à l'aire libre .....	40
3.8.2 Travaux à l'intérieur des fouilles en tranchées.....	40
3.9 SIGNALISATIONS DES CHANTIERS .....	41
3.9.1 Signalisation temporaire d'approche : .....	41
3.9.2 Signalisation temporaire de position .....	41
3.9.3 Signalisation temporaire de fin de prescription.....	41
3.9.4 Distance entre la fin de la signalisation d'approche et le début de la signalisation de position.....	41
3.9.5 Signalisation temporaire de nuit : .....	41
3.9.6 Circulation alternée par feux tricolores (alternats temporaires) .....	41
3.9.7 Circulation alternée par feux tricolores (alternats temporaires) .....	41
3.9.8 Détournements temporaires de circulation .....	42
3.9.9 Prévention du risque de renversement des banches sous l'effet du vent.....	42
3.9.10 Produits présentant des risques particuliers .....	43
3.9.11 Utilisation de chalumeaux : .....	43
3.9.12 Utilisation Permis de feu par point chaud : .....	43
3.10 CONDITIONS DE TRAVAIL .....	44
3.10.1 Travaux en vide sanitaire : .....	44
3.10.2 Travaux en fouilles et tranchées : .....	44
Manutentions manuelles des charges : .....	44
<b>4. SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER.....</b>	<b>45</b>
4.1 CHANTIERS OUVERTS OU PRÉVUS.....	45
4.2 PROTECTION IMMÉDIAT DE L'ENVIRONNEMENT .....	45
4.3 ÉTABLISSEMENTS EN ACTIVITÉ À L'INTÉRIEUR OU AU VOISINAGE DESQUELS SE SITUE LE CHANTIER .....	46
<b>5. LES MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT : .....</b>	<b>46</b>
5.1 NETTOYAGE .....	46
5.1.1 Nettoyage général .....	46
5.1.2 Nettoyage des postes de travail : .....	46
5.1.3 Nettoyage de la voie publique: .....	46
5.1.4 Nettoyage des accès : .....	47
5.1.5 Nettoyages ponctuels : .....	47
5.2 RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES .....	48
<b>6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AUX LIEUX DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISE EN LA MATIÈRE.....</b>	<b>51</b>
6.1 ORGANISATION DES SECOURS .....	51
6.1.1 Information et formation des salariés des entreprises.....	51
6.1.2 Registres obligatoires sur les chantiers .....	51
6.1.3 Consignes de sécurité et affichage.....	51
6.2 PROTECTION CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE.....	51
<b>7. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS .....</b>	<b>52</b>



Rue JC Chevillotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

7.1 ENTREPRISES CONCERNÉES, CONTENU DIFFUSION ET EVOLUTION DU P.P.S.P.S. ....	52
7.1.1 Entreprises concernées : .....	52
7.1.2 Contenu du PPSPS : .....	52
7.1.3 Diffusion des PPSPS : .....	54
7.1.4 Évolution des PPSPS : .....	54
7.1.5 Suivi des PPSPS .....	54
7.2 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRISE: .....	54
7.2.1 Responsabilités de l'entreprises .....	54
7.2.2 Utilisation de personnel intérimaire : .....	55
7.3 ENTREPRISES ARTISANALES ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS : .....	55
<b>8. DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE - REGISTRE JOURNAL DE COORDINATION.....</b>	<b>56</b>
8.1 DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO): .....	56
Pièces à transmettre au Coordonnateur S.P.S pour l'établissement du D.I.U.O : .....	56
REGISTRE JOURNAL : .....	56
<b>9. ANNEXES .....</b>	<b>57</b>
9.1 ANNEXE N°1 – SCHÉMA DIRECTEUR POUR L'INSTALLATION DE CHANTIER.....	57
9.2 ANNEXE N°2 – INTERVENANTS ENTREPRISES .....	58
9.2.1 Emploi d'explosifs et operations de minage.....	59
9.2.2 Emploi d'explosifs : Mesure de prévention.....	59
9.3 APRÈS LE TIR : LE DÉLAI D'ATTENTE AVANT INTERVENTION : 5 MINUTES AVANT LA RECONNAISSANCE DU CHANTIER.....	59
9.3.1 Accrochage des charges aux moyens de levage : .....	59
9.4 ANNEXE N°4 – DÉMARCHE À SUIVRE EN CAS D'ACCIDENT.....	60
9.5 ANNEXE N°5 – DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE SECOURS ET D'ÉVACUATION .....	61



Rue JC Chevallotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

### 1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PRÉALABLE.

#### 1.1 PRÉSENTATION DU PROJET.

• Dénomination de l'opération :	Construction d'un bâtiment de laboratoire et de bureaux – IGM – Station biologique de Roscoff
• Objet des travaux à réaliser :	Démolition du bâtiment existant Construction d'un bâtiment R+3 et sous-sol
• Adresse du chantier :	Place Tessier 29680 Roscoff

#### Décomposition :

L'ouvrage à construire est constitué de :

Le bâtiment à construire est constitué de :

Un pôle enseignement ;

Des laboratoires ;

Des bureaux.

Nature des travaux :

- ☐ Gros œuvre / Terrassements / VRD / Espaces verts / Démolitions
- ☐ Charpente / Ossature bois
- ☐ Couverture / Étanchéité / Bardage zinc
- ☐ Menuiseries extérieures
- ☐ Métallerie
- ☐ Menuiseries intérieures bois / signalétique
- ☐ Cloisons sèches / doublages
- ☐ Plafonds suspendus
- ☐ Revêtements de sols / faïences
- ☐ Peinture / revêtements muraux
- ☐ Chauffage / Ventilation / climatisation / désenfumage
- ☐ Plomberie sanitaires – Fluides scientifiques
- ☐ Courants forts / courants faibles
- ☐ Appareil élévateur

#### 1.2 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX :

##### 1.2.1 DURÉE GLOBALE DES TRAVAUX :

Dates prévisionnelles de :

- ☐ Constitution du dossier appel d'offres : Septembre 2008
- ☐ Délai global d'exécution des travaux : 16 mois
- ☐ Inspection Commune : Janvier 09
- ☐ Ouverture chantier : Janvier 09

 <b>ANAFI</b> Rue JC Chevillotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
---	---	---

- ☐ Début des travaux : Janvier 09
- ☐ Fin des travaux : Avril 10

#### 1.2.2 EFFECTIF PRÉVISIONNEL ET NOMBRE D'ENTREPRISES PRÉVISIBLES :

- ☐ Effectif prévisionnel : H/J
- ☐ Nombre d'entreprises prévisibles : 14

#### 1.2.3 MODE DE CONSULTATION, DE PASSATION ET TYPE DE MARCHÉS

Mode de consultation	Mode de passation des marchés	Type de marchés
<input checked="" type="checkbox"/> Appel d'Offres ouvert. <input type="checkbox"/> Appel d'Offres restreint. <input type="checkbox"/> Concours.	<input checked="" type="checkbox"/> Lots séparés <input type="checkbox"/> Entreprise générale <input type="checkbox"/> Groupement d'entreprises (mandataire commun)	<input checked="" type="checkbox"/> Publics. <input type="checkbox"/> Privés.

#### 1.2.4 CLASSEMENT DU CHANTIER

**Le Maître d'Ouvrage a classé le chantier en Catégorie 2**

#### 1.2.5 CALENDRIER GÉNÉRAL D'EXÉCUTION DU CHANTIER

Le calendrier général des travaux établi par le Maître d'œuvre :

- ☐ Est joint au dossier de consultation des entreprises ☒
- ☐ Sera transmis aux entreprises lors de la signature des marchés ☒

#### 1.2.6 PHASAGE DES TRAVAUX

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur Sécurité organise les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur.

### 1.3 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

#### 1.3.1 SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MAÎTRE D'OUVRAGE :

##### 1.3.1.1 Déclaration préalable

La déclaration préalable

- ☐ A été faite ☐
- ☐ Sera faite ☒

par le Maître d'Ouvrage à l'Inspection du Travail, à la CRAM et à l'OPPBTP

Observation : la déclaration préalable est faite par le Maître d'Ouvrage à l'envoi de la demande de permis de construire ou 30 jours avant le début des travaux s'il n'y a pas de permis de construire.



 <b>ANAFI</b> Rue JC Chevillotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
---	---	---

#### 1.3.1.2 Permis de démolir

- ☐ Oui ☒ La présente opération fait l'objet d'un permis de démolir  
Numéros : (à définir)  
Délivré le :  
Par la Mairie de:

- ☐ Non ☐

#### 1.3.1.3 Permis de construire

- ☐ Oui ☒ La présente opération fait l'objet d'un permis de construire (en cours)  
Numéros : (à définir)  
Délivré-le :  
Par la Mairie de :

- ☐ Non ☐

#### 1.3.1.4 Constat d'huissier

Il est conseillé de faire établir un constat de l'affichage du permis de construire.

#### 1.3.1.5 Déclaration d'ouverture de chantier

Document annexé au permis de démolir et/ou de construire à adresser à la Mairie par le Maître d'Ouvrage avant le début des travaux.

#### 1.3.1.6 Déclaration d'achèvement des travaux

Document annexé au permis de démolir et/ou de construire à adresser à la Mairie par le Maître d'Ouvrage dans un délai de 30 jours après l'achèvement des travaux avec visa de l'Architecte (s'il y a permis de construire).

#### 1.3.2 SOUS LA RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

- ☐ Demandes d'arrêtés aux services concernés;
- ☐ demande d'autorisations administratives pour travaux ou occupation de la voie publique (Installation d'engins de levage, installation de palissades ou d'échafaudages, occupation pour ravalement, dépôt momentané de gravats et matériaux, fouilles en tranchées, occupation par des containers multi bennes
- ☐ demandes de branchements aux concessionnaires de réseaux (eau, électricité, téléphone, assainissement,...);
- ☐ déclaration d'ouverture de chantier occupant au moins 10 salariés pendant plus d'une semaine, déclaration à adresser à la CRAM, l'inspection du travail et à l'OPPBTP
- ☐ Demande de dérogation à l'aménagement du temps de travail : en cas de travaux devant être réalisés la nuit, en continu avec des équipes en 3x8, en 2x8 ou pendant 6 jours par semaine, (demandes à faire auprès des autorités de tutelle compétentes avant le début de leur intervention;

 <b>ANAFI</b> Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : <b>M. VIOLLAZ</b>	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie <b>2</b>	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : <b>A</b>
--	--	--

- ❑ Déclaration d'intention de commencement des travaux, à effectuer par les entrepreneurs et à adresser aux concessionnaires possesseurs de réseaux un mois avant le début des travaux;

#### 1.3.2.1 Demande d'autorisation d'installation de grue à adresser à la Mairie

L'installation et survol d'une grue sur la voie publique une demande doit être adressée en mairie.

La hauteur au-dessus du plus haut immeuble survolé ne doit pas être inférieure à 2 m.

Dans le cas de plusieurs grues dont les aires d'évolution se recoupent :

- ❑ la distance entre les fûts doit être au moins égale à la longueur de la plus grande des deux flèches augmentées de 2 m
- ❑ la distance verticale entre flèches ne doit pas être inférieure à 2 m.

Les charges ne doivent pas passer au-dessus de la voie publique ou d'une propriété privée. Le survol des groupes scolaires par les grues est interdit.

Nota : Le délai maximum d'obtention de l'autorisation est de quatre semaines

#### 1.3.2.2 Déclaration d'intention de commencement des travaux

Cette demande de renseignements (DR) est à établir par les entrepreneurs puis à adresser aux concessionnaires possesseurs de réseaux **60 jours** avant le début des travaux en remplissant le modèle CERFA 90-01 88 prévu par la réglementation ou via l'outil informatique :

DICT plus ; [http:// WWW.dictplus.com](http://WWW.dictplus.com) .

Validité de la DICT ou de la DICT plus est de 2 mois

### 1.4 PRÉSENTATION DES INTERVENANTS

#### 1.4.1 INTERVENANTS SUR LE CHANTIER (MAÎTRISE D'OUVRAGE, MAÎTRISE D'ŒUVRE, COORDINATION SPS).

SERVICES	ADRESSE	COORDONNÉES	CORRESPONDANTS
<b><u>Maître d'ouvrage.</u></b>	Université P&M Curie 4, place Jussieu 75252 PARIS Cedex 05	☎ : 01 44 27 59 76 📠 : 01 44 27 59 88 📞 : 06 75 28 21 69	<b>Mme Pallard</b>
<b><u>Assistance à la Maîtrise d'ouvrage</u></b>	DDE 29 42bis Quai du Léon 29671 MORLAIX	☎ : 02 98 62 31 30 📠 : 02 98 62 31 39 📞 : 06.	<b>M. Corre</b>
<b><u>Architecte</u></b>	BARRE & LAMBOT 3, rue Yves Boquien 44000 NANTES	☎ : 02 40 20 41 22 📠 : 02 40 12 41 46 📞 : 06.	<b>M. Barré</b>
<b><u>Bureau d'étude technique</u></b>	ISATEG 2, Parc Brocéliande	☎ : 02 99 23 45 67 📠 : 02 99 23 45 50	<b>M.</b>

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

<b><u>Économiste de la construction</u></b>	35763 SAINT GREGOIRE	☎ : 06.	
<b><u>Coordonnateur SPS de conception</u></b>	ANAFI PLUS JC Chevallotte 29200 BREST	☎ : 02 ☎ : 02	M. M.
<b><u>Coordonnateur SPS de réalisation</u></b>	ANAFI PLUS JC Chevallotte 29200 BREST	☎ : 02 98 43 50 14 ☎ : 02 98 43 50 18 ☎ : 06 07 06 90 94 ☎ : 02 98 43 50 12 ☎ : 02 98 43 50 18 ☎ : 06 81 82 71 06	M.VIOLLAZ  M.VAN ASSCHE

#### 1.4.2 INTERVENANTS SUR LE CHANTIER (COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DE MAÎTRISE DE CHANTIER)

SERVICES	ADRESSE	COORDONNÉES	CORRESPONDANTS
<b><u>Utilisateur de l'ouvrage</u></b>	Station biologique de Roscoff	☎ : 02 98 ☎ : 02 98 ☎ : 06	M. Guillou

#### 1.4.3 INTERVENANTS SUR LE CHANTIER (SERVICES).

SERVICES	ADRESSE	COORDONNEES	CORRESPONDANTS
<b><u>Inspection du travail de BREST</u></b>	1 rue Néréide 29200 BREST	☎ : 02 98 41 82 55 ☎ : 02 98 41 59 36	
<b><u>Caisse Régionale d'Assurance Maladie de la Bretagne</u></b> RENNES	<b>CRAM de Bretagne</b> 236, Rue de CHATEAUGIRON 35030 RENNES cedex	☎ : 02 99 26 74 74 ☎ : 02 99 26 70 48 ☎ : 02 99 26 74 56	Mr. Quelen (contrôleur de sécurité) Mr Bertrand (ingénieur conseil BTP)
<b><u>O.P.P.B.T.P.</u></b> RENNES	<b>OPPBTP</b> 18/20 Rue Baron RAULT 35000 RENNES	☎ : 02 99 38 29 88 ☎ : 02 99 63 33 45	
<b><u>Médecine du travail</u></b>	Rue Xavier Grall 29200 Brest	☎ : 02 98 52 14 80 ☎ : 02 98 90 70 12	
<b><u>MAIRIE</u></b>	Ville de Roscoff 6 rue Louis Pasteur	☎ : 02 98 24 43 00	
<b><u>EDF - GDF</u></b> Urgences	<b>EDF</b> <b>GDF</b>	☎ : 0.810.333.029 ☎ : 0 810.433.222	
<b><u>Service des Eaux</u></b>	<b>SAUR</b> ZA du Guirric, rue du Menhir 29129 PONT L'ABBE	☎ : 02 98 82 73 10 ☎ : 02 98 87 10 26	
<b><u>Poste - Télécoms</u></b>	<b>Rue Dusquene</b> <b>29200 Brest</b>	☎ : 02 98 44 14 14 ☎ : 02 98 44 73 32	



Rue JC Chevallotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

### 1.4.4 SERVICES DE SECOURS ET DE SANTÉ PROCHE DU LIEU DE CHANTIER

SERVICES MÉDICAUX SECOURS&DÉPANNAGE	NOM & ADRESSE	COORDONNÉES
POMPIERS		☎ : 18
SAMU		☎ : 15
POLICE / GENDARMERIE		☎ : 17
ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS	Urgences S.M.U.R	☎ : 02 98 22 33 33
MÉDECINE DU TRAVAIL	Rue Xavier Grall 29200 Brest	☎ : 02 98 52 14 80 ☎ : 02 98 90 70 12
CABINET MÉDICAL	Mogueroux 29680 Roscoff	☎ : 02 98 69 71 18
OPHTALMOLOGIE	Rue Petit collège 29250 ST POL DE LEON	☎ : 02 98 29 01 86
PHARMACIES	3 rue Am Réveillère 29680 Roscoff	☎ : 09 65 18 62 87
AMBULANCES	ZI Cerven 29250 ST POL DE LEON	☎ : 02 98 29 05 30
CENTRE ANTIPOISON	35000 Rennes	☎ : 02 99 59 22 22
SECOURS EDF	29200 Brest	☎ : 0 810 333 129
SECOURS GDF	29200 Brest	☎ : 0 810 433 229



Rue JC Chevillotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

### 1.4.5 LISTE DES LOTS TECHNIQUES

LOT	CORPS D'ETAT
01	Gros œuvre / Terrassements / VRD / Espaces verts / Démolitions
02	Charpente / Ossature bois
03	Couverture / Étanchéité / Bardage zinc
04	Menuiseries extérieures
05	Métallerie
06	Menuiseries intérieures bois / signalétique
07	Cloisons sèches / doublages
08	Plafonds suspendus
09	Revêtements de sols / faïences
10	Peinture / revêtements muraux
11	Chauffage / Ventilation / climatisation / désenfumage
12	Plomberie sanitaires – Fluides scientifiques
13	Courants forts / courants faibles
14	Appareil Élévateur



Rue JC Chevallotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

### 2. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN COORDINATION AVEC LE COORDONNATEUR

#### 2.1 NATURE DU SOL

Avant le début des travaux, l'entreprise de gros oeuvre devra procéder à toutes investigations nécessaires pour une adaptation du système de fondation aux exigences réelles des fondations. L'usage d'explosifs ne sera pas autorisé **sauf accord du Maître d'Oeuvre** et après examen du plan particulier de sécurité et de protection de la santé soumis au **coordonnateur**.

#### 2.2 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE SES SERVITUDES :

##### 2.2.1 RÉSEAUX ENTERRÉS (ÉLECTRICITÉ, GAZ, TÉLÉPHONE, EAU, ASSAINISSEMENT ETC. ...) :

Réseaux existants : Réseau électrique

- ☐ Réseau téléphone
- ☐ Réseau eau
- ☐ Assainissement individuel

A l'emplacement de l'ouvrage projeté existence de :

- ☐ Réseau électricité : Prendre contact avec les services concernés
- ☐ Réseau téléphone : Prendre contact avec les services concernés
- ☐ Réseau eau : Prendre contact avec les services concernés

État des lieux topographique dressé donnant la position des réseaux : ☐oui ☒non

##### 2.2.2 RÉSEAUX AÉRIENS :

Aucun réseau aérien électrique dans l'emprise du chantier et des accès

##### 2.2.3 BÂTIMENTS ENVIRONNANTS ET SERVITUDES

###### BATIMENT EXISTANT

Le chantier se situe en centre ville.

Contraintes liées aux bruits, fumées, poussières, interdiction de survol de la flèche de la grue, à l'accessibilité des constructions voisines etc...

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

#### 2.2.4 CONDITIONS CLIMATIQUES :

Données à recueillir auprès de la Station Météorologique nationale

Météo – France  
Aéroport de Brest  
29490 Guipavas  
☎ : 02 98 32 55 57

A partir des documents D.T.U. P06.002 règles neige et vent le classement est :

Pour le vent : ZONE 4 SITE EXPOSE

Pour la neige : ZONE 1 A

## 2.3 DÉMOLITION

### 2.3.1 FORMATION – SUPERVISION

Les personnes qui ont le contrôle direct sur site des actions de démolition doivent avoir reçu une formation et les instructions nécessaires pour assurer en toute sécurité leur mission.

Le recours au travail temporaire et aux travailleurs en contrats à durée déterminée ainsi qu'aux travailleurs de moins de 18 ans est interdit pour faire effectuer des travaux particulièrement dangereux qui figurent sur la liste établie par arrêté du ministre du travail et notamment pour certains travaux qui font l'objet d'une surveillance médicale spéciale : **travaux de retrait et de confinement d'amiante ou de matériaux en contenant** (article D.4153-28 § D4154-1 du code du travail).

Une personne destinée à superviser les travaux de démolition doit avoir reçu une formation complète :

- ☐ Sur les techniques de démolition qu'elle doit surveiller;
- ☐ Sur la sécurité et la prévention des accidents ;
- ☐ Sur les précautions à prendre pour prévenir les maladies professionnelles

### 2.3.2 PRÉPARATION DES TRAVAUX

Avant toute démolition d'un bâtiment dont le permis de construire a été délivré avant le 1<sup>er</sup> juillet 1997, un diagnostic sur la présence d'amiante doit être fait par le maître d'ouvrage. Ce diagnostic doit permettre de repérer tout l'amiante présent dans le bâtiment sous forme libre ou liée. (Arrêté du 2 janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition – Code de la santé publique, article R1334-23 & R1334-27).

Les autres constats et mesures techniques nécessaires qui doivent être présentés avant le démarrage de toute démolition : Etais de confortement, méthodes de démolition, maintien de la stabilité des structures afin d'éviter toute possibilité d'effondrement. Pose d'écrans protecteurs, matériels de levage et d'arrimage.

Zones de chantier à déterminer ; mise en place des clôtures de chantier : informations sur les règles de circulation à l'intérieur de la base

**2.3.3 REPÉRAGE DES RÉSEAUX :**

Les réseaux extérieurs et intérieurs doivent être mis hors service avant le démarrage des travaux afin d'éviter des accidents du type électrocution incendie ou asphyxie.

**2.3.4 ACCÈS ET CIRCULATION AUTOUR DES OUVRAGES À DÉTRUIRE :**

Les accès doivent être constamment maintenus en état de propreté. Les obstacles seront balisés. Interdiction de circuler sur les ouvrages en cours de démolition.

**2.4 CONDITIONS DE TRAVAIL****2.4.1 RISQUES PROPRES À LA DÉMOLITION :**

Chute de personnes et de matériaux  
Risque d'effondrements non contrôlés  
Risques liés à l'emploi du matériel  
Risques liés à la manutention des charges  
Risques liés à l'emploi des chalumeaux

**2.4.2 RISQUES DE CHUTE DE PERSONNES ET DE MATÉRIAUX :**

La prévention des accidents par chute de hauteur : Il sera installé des protections collectives ou l'utilisation de Plates-formes Elévatrices Mobiles de Personnels (nacelles). En l'absence de ces deux possibilités des protections individuelles contre les chutes seront utilisées.

Toutes les précautions doivent être prises lors des découpages de poutres ou autres éléments métalliques pour éviter le fouettement. Le personnel chargé de ces opérations doit être à l'abri et protégé.

**2.4.3 PRÉVENTION DES ACCIDENTS DUS AUX EFFONDREMENTS NON CONTRÔLÉS:**

Le chef de chantier devra s'assurer que les travaux ne mettent pas en péril la stabilité de l'ouvrage et n'entraîne pas de risque pour le personnel et les tiers.

La stabilité de l'ouvrage doit être assurée à tout moment : amarrage des pièces découpées, pose d'écrans de protection, utilisation de grues mobiles ou autre moyens de levage..

**2.4.4 PRÉVENTION DES ACCIDENTS DUE AUX CHUTES DE MATÉRIAUX :**

Se prémunir des chutes de matériaux en rendant les zones de chute inaccessibles par :

- la pose de panneaux d'interdiction
  - les barrages des accès
  - pose de filets de sécurité et de récupération
  - toute personne travaillant sur le chantier doit être porteuse d'un casque de protection
- Cette obligation doit être signalée à l'entrée du chantier. Prévention des accidents liés à la manutention :

Les aires de stockage devront être suffisamment importantes pour satisfaire les dépôts provisoires de matériaux. Leur évacuation devra être rapide et continue.

Le personnel devra être porteur de son Equipement de Protection Individuelle.

**2.4.5 PRÉVENTION DES ACCIDENTS LIÉS À L'UTILISATION D'OUTILLAGE :**

Les marteaux piqueurs devront être antivibratiles et insonorisés. Port d'Equipement de Protection Individuelle notamment contre le bruit.

L'utilisation de chalumeaux sera réalisée par du personnel spécialisé.

Des équipements spécifiques leur seront fournis.

Un extincteur sera mis en poste au droit de chaque zone de travail. Si les risques sont trop importants il y aura lieu de faire brancher une ou plusieurs lances à incendie.



 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

Les équipements de soudure seront conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement.

Un permis de feu sera demandé conformément à la réglementation.

Attention à la détérioration des tuyautages oxygène et acétylène s'ils sont trop longs : risque d'explosion.

## 2.5 PRESENCE DE MATERIELS OU MATÉRIAUX PRÉSENTANT DES RISQUES PARTICULIERS

### 2.5.1 ÉLÉMENTS RADIOACTIFS :

Démontage de détecteurs ioniques et remplacement par des détecteurs optiques (de flammes et de fumées) Ces détecteurs ioniques sont constitués d'un radioélément, le plus souvent de l'Américium 243. Ils sont à ce titre classés déchets radioactifs. Toutes les protections individuelles doivent être prises notamment en cas de bris sur le chantier.

Une attestation de remise de ces matériaux, délivrée par le fournisseur de la nouvelle installation, est à remettre au Maître d'Ouvrage par l'entreprise d'électricité.

### 2.5.2 **PLOMB** :

Les Maîtres d'Ouvrages doivent réaliser un diagnostic de présence de plomb préalablement à tous travaux sur les peintures de bâtiments construits avant 1948. Il en sera de même en cas de doute pour ceux construits dans les années suivantes.

### 2.5.3 **FIBRES CERAMIQUES REFRACTAIRES** :

Il y a une nécessité de prendre des mesures de prévention notamment pour les personnes chargées de démolitions afin que les risques encourus soient aussi réduits que possible.

Il serait souhaitable de procéder à un diagnostic comparable à celui de l'amiante.

### 2.5.4 **AMIANTE** :

L'exploitant devra communiquer au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS les résultats des repérages des matériaux amiantés réalisés en application des articles R1334-14 à R1334-29 du code de la santé publique. L'attention du maître d'ouvrage est attirée sur l'indépendance totale que doit avoir la personne réalisant les diagnostics vis-à-vis des entreprises réalisant les travaux de désamiantage (article R1334-29 du code de la santé publique).

Pour toute activité de retrait ou de confinement d'amiante ou de matériaux en contenant un plan de retrait ou de confinement devra être présenté par l'entreprise en application des articles R4412-119 à R4412-123 du code du travail). Ce plan de retrait précisera au moins :

1. Le type et les quantités d'amiante manipulés ;
2. Le lieu où les travaux seront réalisés ;
3. La date de commencement des travaux, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

4. Les méthodes mises en œuvre pour le retrait ou le confinement de l'amiante ou des matériaux en contenant ;
5. Les caractéristiques des équipements utilisés pour réaliser ces opérations et pour prévenir l'inhalation de fibre par les travailleurs et l'émission de fibres dans l'environnement ;
6. La fréquence et les modalités de tous les contrôles réalisés sur le chantier ;
7. Les durées prévues pour l'habillage, le déshabillage, les pauses et le temps de port des équipements de protections respiratoires ;
8. Les attestations de compétences des travailleurs impliqués dans l'opération. ;
9. Une copie des certificats de non contre-indication médicale des travailleurs impliqués dans l'opération.
10. L'entreprise devra préciser la destination des déchets
11. Le PRCA devra être adressé à **l'INSPECTION DU TRAVAIL, la CRAM, l'OPPBTP et Le Médecin du travail 30 jours avant le début des travaux.**
12. Le coordonnateur SPS recevra une copie de ce plan

Tout le matériel nécessaire pour les activités de confinement ou de retrait d'amiante ou de matériaux en contenant ainsi que les matériels de protection des travailleurs, de la population et de l'environnement seront à la charge de l'entreprise réalisant les travaux.

Dans le cas d'une démolition, le plan de retrait doit prévoir le retrait préalable de l'amiante et des matériaux en contenant. Le retrait préalable n'est cependant pas obligatoire lorsqu'il causerait un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux étaient laissés en place. L'absence de retrait doit être dûment justifiée dans le plan de démolition (décret n° 2006-761 du 30 juin 2006).

Le maître d'ouvrage devra prévoir un point de branchement électrique (cf. paragraphe électricité de chantier) ; une arrivée d'eau potable pour le branchement des sanitaires et douches (douche de décontamination et d'hygiène pour les activités de retrait et de confinement d'amiante friable, douche d'hygiène pour les autres activités) et une évacuation vers un réseau d'eaux usées pour les eaux usées du chantier une fois filtrées selon les règles en vigueur.

#### 2.5.3.1 Retrait ou confinement de matériaux friables :

- ❑ Seule une entreprise ayant un certificat de qualification de conformité à la norme NFX 46-010 délivré par un organisme accrédité peut réaliser ces travaux;
- ❑ formation obligatoire des travailleurs qui exercent des activités de retrait et de confinement d'amiante. L'entreprise réalisant ces travaux devra au minimum avoir dans son personnel :
  - une personne formée à l'encadrement technique des chantiers de retrait ou de confinement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante friable (5 jours) ;
  - une personne formée à l'encadrement de chantier de retrait ou de confinement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante friable (10 jours) ;

- tous les opérateurs auront suivis une formation au retrait ou confinement d'amiante friable (10 jours) ;

Ces formations auront été réalisées par un organisme certifié (article R4412-136 du code du travail)

- Les règles techniques définies par la réglementation seront strictement suivies : la zone sera mise en confinement dynamique, avec contrôle de la dépression et filtration absolue de tout air sortant de la zone, protections des travailleurs : combinaison type 5 étanche (utilisation de gants, scotch et autres équipements prévus à cet effet) ; protection respiratoire à adduction d'air (la ventilation assistée à filtration P3 sera autorisée si et seulement si une analyse détaillée des risques montre que l'adduction d'air créerait des risques supplémentaires sur le chantier)...

#### 2.5.3.2 Retrait ou confinement de matériaux non friables situés à l'intérieur du bâtiment :

- Seule une entreprise ayant un certificat de qualification de conformité à l'annexe de l'arrêté du 22 février 2007 délivré par un organisme accrédité peut réaliser ces travaux ;
- formation obligatoire des travailleurs qui exercent des activités de retrait et de confinement d'amiante. L'entreprise réalisant ces travaux devra au minimum avoir dans son personnel :
  - une personne formée à l'encadrement technique des chantiers de retrait ou de confinement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante non-friable – intérieur du bâtiment (5 jours) ;
  - une personne formée à l'encadrement de chantier de retrait ou de confinement d'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante non-friable – intérieur du bâtiment ;
  - tous les opérateurs auront suivis une formation au retrait ou confinement d'amiante non-friable – intérieur du bâtiment ;

Ces formations auront été réalisées par un organisme certifié (article R4412-136 du code du travail)

- Les règles techniques définies par la réglementation seront strictement suivies : en fonction de l'évaluation des risques la zone pourra être confinée par un confinement dynamique en cas de travaux faiblement émetteurs de poussières ce confinement pourra-être réduit. Protections des travailleurs : combinaison type 5 étanche (utilisation de gants, scotch et autres équipements prévus à cet effet) ; protection respiratoire à ventilation assistée à filtration P3, une protection moindre (filtration passive à filtre P3 sera autorisée si et seulement si une analyse détaillée des risques montre que cette protection st suffisante face au risque d'inhalation de poussières d'amiante). Il est rappelé que le temps de port ininterrompu des protections respiratoires ne saurait excéder 2h30 en cas de ventilation assistée et 1h en cas de protection à ventilation passive. Les masques FFP3 (masques papiers, nez de cochon...) ne présentent pas une efficacité suffisante pour ces activités.

 <b>ANAFI</b> Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
---	---	---

### 2.5.3.3 Retrait ou confinement de matériaux non friables situés à l'extérieur du bâtiment :

- ❑ formation obligatoire des travailleurs qui exercent des activités de retrait et de confinement d'amiante. L'entreprise réalisant ces travaux devra au minimum avoir dans son personnel :
  - tous les opérateurs auront suivis une formation au retrait ou confinement d'amiante non-friable à l'extérieur du bâtiment ;

Ces formations auront été réalisées par un organisme certifié (article R4412-136 du code du travail)

- ❑ Les règles techniques définies par la réglementation seront strictement suivies : Les protections collectives seront fonction de l'évaluation des risques. Protections des travailleurs : combinaison type 5 étanche (utilisation de gants, scotch et autres équipements prévus à cet effet) ; protection respiratoire à ventilation assistée à filtration P3, une protection moindre (filtration passive à filtre P3 sera autorisée si et seulement si une analyse détaillée des risques montre que cette protection est suffisante face au risque d'inhalation de poussières d'amiante). Il est rappelé que le temps de port ininterrompu des protections respiratoires ne saurait excéder 2h30 en cas de ventilation assistée et 1h en cas de protection à ventilation passive. Les masques FFP3 (masques papiers, nez de cochon...) pourront être tolérés pour des opérations de courtes durées ne présentant pas de contrainte physique importante.

## 2.6 DESCRIPTION DE L'OUVRAGE À BÂTIR (RISQUES PRINCIPAUX)

### 2.6.1 TERRASSEMENT, GROS -OEUVRE

Travaux terrassement : de toutes nature en vue de la construction des bâtiments, fouilles et remblais pour canalisations diverses à l'exception des fouilles en rigoles pour fondations

Gros œuvre : installation de chantier; implantation et niveau; fouilles propres aux bâtiments; ceinturage pour prise de terre; dallage béton armé; murs en élévation en agglos ou béton banché; planchers préfabriqués; enduits extérieurs; voiries, réseaux d'alimentation, réseaux d'évacuation, drainage, etc. ...

#### RISQUES PRINCIPAUX :

- ❑ D'écrasement de personnes et de membres, renversements de banches
- ❑ D'ensevelissement
- ❑ Manutention manuelle et mécanique
- ❑ Circulations et déplacements
- ❑ Blessures dues aux fers à béton sans protection
- ❑ Chute de personnes
- ❑ Chute d'objets
- ❑ Utilisation de rayonnements laser
- ❑ Électrocution, électrisation (réseaux aériens et sous terrains).

### 2.6.2 CHARPENTE BOIS

#### RISQUES PRINCIPAUX:

- ❑ Chute de personnes

- ☐ Chute d'objets
- ☐ Manutention manuelle et mécanique
- ☐ Circulations et déplacements

**2.6.3 COUVERTURE ÉTANCHÉITÉ.****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Chute de personnes
- ☐ Chute d'objets
- ☐ Manutention manuelle et mécanique
- ☐ Circulations et déplacements
- ☐ Risque d'incendie (étanchéité chalumeau, permis de feu pour toute utilisation sur un bâtiment en activité)

**2.6.4 MENUISERIES EXTÉRIEURES.****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Chute de personnes
- ☐ Chute d'objets
- ☐ Manutention manuelle

**2.6.5 MENUISERIES INTÉRIEURES AGENCEMENTS****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Chute de personnes
- ☐ Chute d'objets
- ☐ Manutention manuelle

**2.6.6 CLOISONS SÈCHES ET ISOLATION****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Chute de personnes
- ☐ Chute d'objets
- ☐ Manutention manuelle
- ☐ Utilisation de rayonnements laser (lésion sévère de l'œil)
- ☐ Risque lié aux travaux d'isolation (laine minérale, de verre, de roche) : Irritation de la peau, des yeux, des voies respiratoires [volume limite d'exposition 1 fibre / cm<sup>3</sup>]

**2.6.7 MÉTALLERIE SERRURERIE****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Chute de personnes
- ☐ Chute d'objets
- ☐ Manutention manuelle et mécanique

**2.6.8 FAUX PLAFONDS****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Chute de personnes
- ☐ Chute d'objets
- ☐ Utilisation de rayonnements laser (lésion sévère de l'œil)
- ☐ Risque lié aux travaux d'isolation (laine minérale, de verre, de roche) : Irritation de la peau, des yeux, des voies respiratoires [volume limite d'exposition 1 fibre / cm<sup>3</sup>]

**PEINTURE REVÊTEMENTS MURAUX.****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Chute de personnes
- ☐ Chute d'objets
- ☐ Toxicité des produits : intoxication

**2.6.9 REVÊTEMENTS DE SOLS FAÏENCE.****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Risque lié aux conditions de travail (tâche répétitive ex position à genoux)

**2.6.10 SOLS SOUPLES****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Risque lié au condition de travail (tâches répétitives ex position à genoux)

**2.6.11 CHAUFFAGE VENTILATION.****RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Chute de personnes
- ☐ Chute d'objets;
- ☐ Incendie - explosion (bouteilles oxygène - acétylène à l'extérieur du bâtiment).

**2.6.12 COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES**

L'alimentation en énergie électrique des installations se fera sous la tension de 220/380 V avec neutre relié à la terre (régime Neutre TT). Un éclairage de sécurité sera installé et conforme à la réglementation en vigueur

Des liaisons équipotentiels seront réalisées entre toutes les canalisations métalliques, tous les éléments conducteurs (charpente métallique, huisseries, éléments sanitaires, etc.),

Liaison équipotentielle ceinturage à fond de fouille (ferrailage), coffret chantier principal, coffrets de distribution, grue à tour, zone de cantonnement...

Toutes ces liaisons seront issues du collecteur général et clairement identifié.

 <b>ANAFI</b> Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
---	---	---

Les branchements électriques seront réalisés par EDF, fourniture, pose et raccordement du coffret de branchement. Fourniture et pose des liaisons (puissance, téléreport) entre le coffret branchement et comptage.

L'ensemble des installations électriques sera réalisé selon les normes et règlements en vigueur. (Décret du 14 novembre 1988, UTE C18-510, DTU etc.)

#### **RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ Chute de personnes
- ☐ Chute d'objets;
- ☐ Risques d'électrisation et / ou d'électrocution : Personnel habilité au sens de la publication UTE C 18-510 (dangers de l'électricité, règles de sécurité à observer, etc.)

#### **2.6.13 VRD AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS.**

Terrassements, voiries, assainissement, tranchées et fourreaux, canalisations électriques, téléphones, eau potable, clôtures éventuelles.

#### **RISQUES PRINCIPAUX :**

- ☐ D'écrasement de personnes et de membres ;
- ☐ D'ensevelissement ;
- ☐ Risques dus aux rayonnements laser ;
- ☐ Explosion : gaz, découverte d'engins de guerre.
- ☐ Risques aux réseaux enterrés (électricité, eau, etc.) DICT avant travaux

### **2.7 ACCÈS AU CHANTIER :**

#### **2.7.1 ACCÈS ET STATIONNEMENT**

L'accès au chantier des engins depuis la voie publique se fera par la rue.

- ☐ Les engins de chantier devront veiller au respect du code de la route, et plus particulièrement rouler au pas dans l'enceinte du chantier. Ces engins seront également équipés d'avertisseur de recul.
- ☐ Les stationnements des véhicules particuliers ne seront pas autorisés dans l'enceinte du chantier
- ☐ Les stationnements des véhicules de transport du personnel ne seront pas autorisés dans l'enceinte du chantier.

#### **2.7.2 SERVITUDES DE VOIRIE ET RÉGLEMENTATION**

Servitudes imposées par la ville de Roscoff.

#### **2.7.3 MESURES DE NETTOYAGE DES ENGINS DEVANT CIRCULER SUR LA VOIE PUBLIQUE :**

Une aire de nettoyage des camions et engins sera installée à la sortie du chantier pendant toute la phase de terrassement.

 <b>ANAFI</b> Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : <b>M. VIOLLAZ</b>	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie <b>2</b>	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : <b>A</b>
--	--	--

#### **2.7.4 DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPES DE VISITEURS**

(Direction d'entreprises, élu, etc. ...)

Des visites pourront être organisées par le Maître d'Ouvrage, des mesures de protection et de sécurité seront définies avec le responsable de chantier et le coordonnateur de sécurité en fonction de l'état du chantier au moment de la visite et des modalités de visites (nombre de visiteurs, heure de visite, locaux visités, etc. ...)

**Toute personne rentrant sur le chantier devra être équipée d'un casque de sécurité et de chaussures de sécurité.**

## **2.8 INSTALLATION DE CHANTIER**

### **2.8.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER**

Toutes les implantations des baraquements de chantier seront définies par le lot GROS ŒUVRE en accord avec le Maître d'Oeuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur, dans une zone de cantonnement, en fonction des possibilités d'implantation et selon l'organisation générale du chantier.

Le plan d'installation de chantier indiquera précisément l'implantation des différents équipements tels que :

- cantonnement,
- grue : leur zone de survol, leur capacité de charge,
- aire de stockage,
- accès depuis la voie publique
- clôtures
- entrées
- installations d'hygiène
- installation d'eau (branchement et arrivée d'eau à l'intérieur du bâtiment)
- installation électrique, armoire principale et armoires divisionnaires, etc. ...

Chaque entreprise fournira ses besoins, avec les surfaces respectives correspondantes au lot principal.

- Vestiaires, bungalows
- Magasins et stockage.
- Électricité (puissance)
- Eau (Besoins)

#### **2.8.1.1 Évolution du plan d'installation de chantier (Plusieurs évolutions sont prévisibles)**

Exemple :

- ☐ en cas de déplacement de la grue du gros-oeuvre
- ☐ en cas de démolition des bâtiments existants, complément de clôture de chantier
- ☐ en cas d'aménagement de la future voirie, déplacement de la clôture et du portail d'accès



### 2.8.1.2 Sanitaires

#### Il sera prévu :

- ☐ des WC à la turque avec chasse d'eau et urinoirs sur la base d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes.
- ☐ des lavabos ou rampe avec un orifice au moins pour 5 travailleurs
- ☐ un point d'eau à température réglable pour 10 salariés.
- ☐ Des douches pour les travaux insalubres ou salissants
- ☐ Dans la période de préparation, et dans l'attente de l'installation des sanitaires, les entreprises retenues pour les travaux d'aménagement et de préparation des travaux mettront à la disposition de leur salariés des équipements autonomes avec traitement chimique (durée 2,5 mois environ).

**La loi sur l'eau sera impérativement respectée.**

#### 2.8.2 SALLE DE RÉUNION :

Le chantier sera équipé d'un bureau de chantier d'une surface minimale de 20 m<sup>2</sup>.

Le bureau sera pourvu :

- ☐ D'une table et de chaises permettant de recevoir 10 à 15 personnes simultanément.
- ☐ De tableaux d'affichage.
- ☐ D'un téléphone permettant l'appel direct des services d'urgence.
- ☐ De l'éclairage et du chauffage.
- ☐ D'ouvertures permettant l'aération.
- ☐ D'un meuble de classement.

Le bureau sera réservé à l'usage exclusif des réunions de chantier.

#### 2.8.3 VESTIAIRES :

La surface totale sera calculée en prenant comme base une surface de 1,25 m<sup>2</sup> par personne. Ils devront posséder des armoires à penderie double (type B-NF D 65-760). Ils seront convenablement chauffés, ventilés, aérés; ces vestiaires seront nettoyés par les entreprises. Un extincteur sera prévu pour chaque bungalow.

Chaque entreprise devra respecter l'ensemble des dispositions indiquées ci-dessus. Elle assurera les installations privatives nécessaires à ses salariés et l'entretien de ses propres bungalows.

Aucun vestiaire ne sera toléré dans les locaux intérieurs ainsi que dans les roulottes ou magasins destinés au stockage des matériaux et matériels des entreprises.

#### 2.8.4 RÉFECTOIRES (ÉVENTUELLEMENT)

A la charge de chaque entreprise si le personnel prend ses repas sur le site.

Ce bungalow éclairé, isolé et chauffé sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant ainsi que d'un chauffe plat et d'un réfrigérateur au minimum.

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

**Toute boisson alcoolisée est interdite sur le site.**

#### **2.8.5 CLÔTURE DE CHANTIER :**

L'accès du chantier doit matériellement être interdit à toutes personnes étrangères au chantier. Des panneaux rappelant cette interdiction seront apposés contre la clôture en nombre suffisant. Les clôtures devront rendre le chantier clos et indépendant vis à vis du site existant, avec un portail d'accès pour les véhicules de chantier.

En phase terrassement, une clôture légère sera installée par l'entreprise concernée.

#### **2.8.6 GARDIENNAGE**

Le chantier devra être clos tous les soirs et sera fermé par la dernière entreprise qui quittera le site.

#### **2.8.7 PANNEAU DE CHANTIER :**

Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n° 79-492 du 13 juin 1979. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants devront être affichées et seront lisibles depuis la voie publique.

#### **2.8.8 CONTRÔLE DES ENTRÉES ET DES SORTIES**

L'ensemble des personnes amenées à circuler sur le chantier sera facilement reconnaissable par son équipement de travail ou portera de façon visible un badge permettant de l'identifier (ce badge mentionnera l'identification de l'entreprise et le nom du porteur pour le personnel).

L'impossibilité d'identification d'une personne pourra être sanctionnée par une interdiction d'accès au chantier.

Pour permettre le contrôle des accès la liste nominative du personnel devra être affichée dans le bureau de chantier. Cette liste sera mise à jour aussi souvent que nécessaire sous la responsabilité du représentant de l'entreprise sur le chantier.

### **3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR**

#### **3.1 VOIES OU ZONE DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES:**

##### **3.1.1 CIRCULATIONS HORIZONTALES :**

Les voies d'accès au chantier, seront définies sur le plan d'installation de chantier. Un balisage sera mis en place pour le chantier.

Les zones de circulation des piétons et des véhicules seront différenciées et matériellement séparées.

Les voies doivent être constamment praticables

 ANAFI Rue JC Chevillotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

L'accès au cantonnement devra être organisé de telle manière que le personnel ne soit soumis à aucun risque au niveau de ce cheminement et puisse y entrer et sortir en tenue de ville.

Les circulations piétonnes entre la zone de cantonnement et l'accès aux bâtiments seront empierrées.

Les différentes entrées dans le bâtiment devront être aménagées de manière à :

- ❑ Protéger les salariés contre tout risque de chute d'objet lié à des interventions au droit des façades.

#### Observation

Selon la nature du terrain rencontré l'entreprise devra prévoir tous les talutages ouvrages d'étaisements et de blindage nécessaire, afin d'assurer la sécurité des ouvriers. En cas de présence d'eau il devra les épuisements et l'évacuation par pompage en évitant les affouillements et l'entraînement des terres (Les fouilles devront être protégées ou signalées en retrait.)

#### **3.1.1.1 Circulations verticales :**

Les accès en élévation sur la charpente pour la pose des couvertures et bacs acier l'installation des équipements techniques (compresseurs et autres installations frigorifiques) **devront se faire au moyen d'une tour escalier.**

- Planchers avec trémies sécurisées ;
- L'accès se fera par l'intérieur au moyen d'échelles inclinées à chaque étage.;

#### **3.1.1.2 Plan de circulation**

A l'intérieur du chantier il sera défini un sens de circulation, des signalisations intérieures baliseront les accès et issues pour les véhicules d'approvisionnement. Éviter le stationnement des véhicules d'approvisionnements sur la voie publique.

#### **3.1.1.3 Zone tampon de stationnement**

Plan d'installation

#### **3.1.1.4 Plan de circulation pour les visites**

Voir plan d'installation

#### **3.1.1.5 Bureaux de trafic**

- ❑ Mission
- ❑ Responsable
- ❑ Moyens pris en charge
- ❑ Durée

 ANAFI Rue JC Chevillotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

### 3.1.1.6 Zones de circulation des piétons et des véhicules

Les zones de circulation des piétons et des véhicules seront différenciées et matériellement séparées.

L'accès des piétons, depuis la rue jusqu'au cantonnement sera empierré et sera maintenu dans un état de propreté permettant l'accès au chantier en tenue de ville. Cet accès aux piétons sera matérialisé.

Les circulations piétonnes entre la zone de cantonnement et l'accès aux bâtiments seront empierrées.

### 3.1.1.7 Zone d'accès des services de secours

Afin de réduire les durées d'intervention, l'entreprise doit fournir aux pompiers un plan de situation du chantier, indiquant de manière claire, le Point de Rendez-vous Secours "PRS". Ce plan est mis à jour au fur et à mesure des nécessités et affiché dans le bureau de chantier des entreprises.

### 3.1.1.8 Remblaiement autour des constructions

L'entreprise chargée de l'étanchéité, des fondations, du drainage éventuel, du passage des canalisations, ne devra pas attendre la fin des travaux de Gros-oeuvre pour réaliser les travaux de remblaiement périphériques. Ils devront être exécutés le plus rapidement possible

- Pour éviter les risques de chutes et la bonne stabilité des échafaudages éventuels,
- Pour permettre l'évolution des engins roulants,
- Pour faciliter les approvisionnements.

## 3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

### 3.2.1 VÉRIFICATION PÉRIODIQUE PAR UN ORGANISME AGRÉÉ DES ENGINS DE LEVAGE (AVEC LEVÉE DES RÉSERVES)

Tout moyen de levage, grue, élévateur, treuil et appareils pénétrant sur le chantier devra avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires durant toute utilisation. La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres tenus sur le chantier et présentés au coordonnateur qui le mentionnera sur le registre journal.

### 3.2.2 APPROVISIONNEMENTS

Les chefs d'entreprises ont l'obligation de définir par écrit dans leur PPSPS, les modes opératoires pour les approvisionnements de leurs matériels et matériaux ainsi que le (s) moment (s) de leur (s) intervention (s)

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

### 3.2.2.1 Approvisionnement du chantier

Les entreprises doivent prévoir du personnel sur le site afin de guider les transporteurs et d'assurer le déchargement de leurs matériaux sur le chantier aux endroits prévus à cet effet (voir plan d'installation du chantier).

### 3.2.2.2 Approvisionnement des postes de travail

#### □ Grue de chantier

L'utilisation des moyens de levage de l'entreprise titulaire du lot principal par les autres entreprises est conseillée pour limiter les manutentions manuelles. L'utilisation de la grue devra faire l'objet d'un accord préalable et n'être autorisée que si la conduite de cet appareil de levage est exclusivement confiée au conducteur habituel et sous la responsabilité de l'entreprise de "Gros œuvre". L'entreprise utilisatrice aura la responsabilité de l'élingage de ses charges et la conduite de la manoeuvre à condition de connaître l'usage des signaux et gestes conventionnels.

### 3.2.3 GRUES À TOUR

Les entreprises tiendront compte, dans leur installation de grue, des dispositions de la circulaire ministérielle du 9 juillet 1987 et de la recommandation 406 de la CNAM du 10 juin 2004.

Si l'implantation des grues ne permet pas d'éliminer toutes les interférences, il y a lieu d'empêcher celles-ci par un dispositif provoquant le ralentissement puis la coupure des mouvements dangereux

Il est interdit de transporter des charges au-dessus des personnes. En cas d'impossibilité, des procédures doivent être définies et appliquées. Lorsque la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation, des mesures spéciales sont à prendre pour prévenir tout danger résultant de la chute éventuelle de la charge transportée.

**Condition d'utilisation par grand vent :** Les grues à tour peuvent être utilisées normalement tant que la vitesse du vent reste inférieure à 72, à condition que la surface au vent soit inférieure à 1m<sup>2</sup> par tonne.

Dès que la vitesse du vent atteint 50 km/h une pré alarme doit s'enclencher.

Lorsque le vent atteint la vitesse de 72 km/h le service doit être interrompu et la flèche mise en girouette.

**L'entreprise de gros oeuvre devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour interdire le survol des charges en dehors des limites du chantier.**

**Montage et démontage :** Le chef monteur doit respecter le mode opératoire préconisé par le constructeur et s'opposer à toute simplification du montage. Avant de commencer toute opération de montage il convient de vérifier l'état des mécanismes de montage : vis, écrous de télescopage, vérins hydrauliques etc.

### 3.2.4 GRUES MOBILES ET AUTRES ENGINS DE MANUTENTION :

Les entreprises devront rechercher une utilisation commune des grues mobiles afin de limiter les risques d'interférence. Un planning d'intervention et un plan d'implantation devront systématiquement compléter le **P.P.S.P.S** préalablement à l'intervention.

Chaque jour, le grutier doit vérifier le temps et la vitesse du vent prévu pour la journée en téléphonant à la station météo de GUIPAVAS. Si la vitesse du vent est supérieure à la vitesse admissible ne pas soulever la charge.

### 3.2.5 LIMITES D'UTILISATIONS

L'utilisation du matériel de levage de charges, de personnes est limitée dans les conditions de vent suivantes :

#### Grues mobiles et grues auxiliaires

- ❑ La grue peut être utilisée selon les valeurs des tableaux de charge, en toute sécurité, jusqu'à une vitesse de vent de **14 m/s (50 km/h – force 6) sur une surface de charge de 1,2m² par tonne.**
- ❑ Chaque jour, le grutier doit vérifier le temps et la vitesse du vent prévu pour la journée en téléphonant à la station météo la plus proche. **Si la vitesse du vent est supérieure à la vitesse admissible ne pas soulever la charge.**

TABEAU ESTIMATIF DE LA VITESSE DU VENT ET CONSÉQUENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

FORCE DU VENT		VITESSE DU VENT		CONSÉQUENCES
Echelle Beaufort	Termes descriptifs	m/s	Km/h	Intérieur des terres
0	Calme	0 – 0,2	1	Calme, la fumée monte verticalement
1	Très légère	0,3 – 1,5	1 – 5	Direction du vent indiquée par la fumée non par la girouette
2	Légère brise	1,6 – 3,3	6 – 11	Le vent est senti sur le visage, les feuilles frémissent, la girouette se déplace
3	Petite brise	3,4 – 5,4	12 – 19	Les feuilles et les petites branches s'agitent. Les fanions se tendent
4	Jolie brise	5,5 – 7,9	20 – 28	Le vent soulève la poussière et les feuilles. Les branches s'agitent
5	Bonne brise	8 – 10,7	29 – 38	Les petits arbustes commencent à osciller. Des montons se forment sur la mer
6	Vent frais	10,8 – 13,9	39 – 49	Les grosses branches s'agitent
7	Grand vent	14 – 17,1	50 – 61	Tous les arbres s'agitent

8	Coup de vent	17,2 – 20,7	62 – 74	Le vent casse les branches, difficulté pour marcher librement
9	Fort coup de vent	20,8 – 24,4	76 – 88	Dégâts sur les maisons, tuiles et capots de cheminées arrachées
10	Tempête	24,5 – 28,4	89 – 102	Arbres déracinés, dégâts important sur maisons
11	Tempête	28,5 – 32,6	103 – 117	Dégâts important et étendus
12	Ouragan	32,7 – 36,9	118 – 133	Dégâts très importants
<div style="border: 1px solid black; width: 50px; height: 15px; display: inline-block; margin-right: 10px;"></div> <b>ZONE NON UTILISABLE AVEC LA GRUE</b>				

#### PEMP

- ❑ Plates-formes Elévatrices Mobiles de Personnes : **limite définie par le Constructeur**, voir plaque signalétique Constructeur "caractéristiques techniques de l'engin", unité de mesure [m/s ou K/h]

#### **3.2.6 FORMATION DU PERSONNEL**

L'obligation de formation est inscrite à l'article **(R. 233-13-19 du Code du Travail et issue du Décret N° 98-1084 du 2 décembre 1998)** de donner au conducteur les connaissances et le savoir-faire nécessaire à la conduite en sécurité.

#### **3.2.7 AUTORISATION / HABILITATION**

Les personnels affectés à la conduite des engins doivent être en possession de leur autorisation de conduite ou de leur habilitation.

Le Coordonnateur pourra à tout moment demander la présentation de ces pièces aux intervenants.

#### **3.2.8 ACCROCHAGE DES CHARGES SUR LA GRUE :**

L'élingueur doit connaître les charges qu'il amarre. En outre, il doit veiller à sa sécurité et à celle d'autrui. Il doit porter un casque de protection, des gants et des chaussures de sécurité.

L'élingueur doit connaître les gestes de commandement réglementaires de guidage du grutier.

Avant de soulever la charge, l'élingueur doit s'assurer qu'il ne fait courir aucun risque à qui que ce soit.

Les élingues doivent être en bon état à jour de ses contrôles périodiques.

#### **3.2.9 ACCROCHAGE SUR L'OUVRAGE DE MOYEN DE LEVAGE :**

Toutes les entreprises devront communiquer, dès la période de préparation, au maître d'oeuvre, au B.E.T de structure et au coordonnateur tous projets d'installation de treuils, consoles, recettes en façade ( mode de fixation, charges, efforts exercés ) pour accords préalables. L'élingage des charges devra être conforme aux règles de l'art réalisé par du personnel formé.

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

L'élingueur doit veiller à sa sécurité et à celle d'autrui. Il doit être porteur de 'un casque, de gants et de chaussures de sécurité.

Avant de lever la charge l'élingueur doit s'assurer qu'il ne fait courir aucun risque à qui que ce soit.

### **3.2.10 UTILISATION COLLECTIVE DE MOYENS DE LEVAGE**

Défini lors d'une réunion de chantier préparatoire

## **3.3 ZONES ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX GRAVATS NOTAMMENT CEUX PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER:**

### **3.3.1 ZONES DE STOCKAGE**

Les zones de stockage de matériaux et du matériel et notamment la zone de stockage principale doivent figurer sur le plan d'installation de chantier établi par le lot principal en accord avec le coordonnateur sécurité.

Les aires de déchargement et de stockage ne sont pas figées et devront être définies par l'entreprise en accord avec la Maîtrise d'Oeuvre et le coordonnateur sécurité. Les entreprises veilleront à avoir des stockages stables.

**Tout stockage sur le domaine public est interdit sauf autorisation préalable des services concernés et sous réserve de la protection de ces stockages**

Le stockage de matériaux à l'intérieur du bâtiment devra être validé par le Maître d'Oeuvre en fonction des charges admissibles sur les planchers et de la programmation des interventions des entreprises de second oeuvre dans la zone concernée.

Les stockages dans les locaux devront laisser les cheminements libres pour l'accès de tous les intervenants sur le chantier

Des stockages limités à une journée seront tolérés sur l'emprise de chantier à partir du moment où ceux-ci ne gêneront pas le bon déroulement du chantier.

Nota : chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage et les transmettre au lot principal chargé de la préparation des zones de stockage.

### **3.3.2 CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ÉLIMINATION OU D'ÉVACUATION DES DÉCHETS :**

L'entreprise titulaire du lot principal mettra à disposition des entreprises des bennes et assurera l'évacuation des gravats en décharge publique pendant toute la durée de l'opération.

Le tri sélectif étant obligatoire le surcoût découlant du non-respect de ce tri sera imputé aux entreprises contrevenantes ou à défaut au compte prorata.

Chaque entreprise est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes par tous les moyens adaptés.



 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

En cas de manquement d'une entreprise, le Maître d'Oeuvre ou le coordonnateur pourront demander à une entreprise de se substituer à l'entreprise défaillante (au frais de l'entreprise défaillante).

L'entreprise de terrassement assurera le nettoyage des voies publiques souillées par l'activité du chantier, jusqu'à l'intervention de l'entreprise du lot gros œuvre qui reprendra cette responsabilité jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

### **3.3.3 CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DANGEREUX UTILISÉS :**

Les entreprises utilisant des produits polluants ou toxiques auront à leur charge l'évacuation de ces produits et de leur contenant vers une décharge agréée (se référer aux décrets en vigueur à la date de réalisation des travaux).

### **3.4 PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES:**

Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise titulaire du lot gros oeuvre en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'oeuvre et le coordonnateur de manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants,

L'entreprise titulaire du lot principal mettra en place les sécurités collectives sur les ouvrages (garde-corps, filets, bouchage des trémies et des regards au sol, crossage ou capuchonnage des fers en attente, balisage et/ou blindage des fouilles etc. ...) et en assurera la maintenance jusqu'à la fin des travaux TCE dans chaque zone où ceux-ci se poursuivent ou jusqu'à la mise en place des protections définitives et sans s'opposer à leurs mise en place.

**Toutes les mesures doivent être prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire de dispositifs de protection collective pour éviter les chutes. Si un enlèvement s'avère nécessaire, des mesures de sécurité compensatoires efficaces doivent être prises. Le travail ne peut être entrepris et effectués sans l'adoption préalable de telles mesures. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protection collective doivent être mis en place pour éviter les chutes, assurant un niveau de sécurité équivalent.**

#### **3.4.1 ÉCHAFAUDAGES ET TRAVAIL EN HAUTEUR À L'INTÉRIEUR OU À L'EXTÉRIEUR DU BÂTIMENT :**

Les travaux temporaires en hauteur doivent être réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à garantir la sécurité des travailleurs et à préserver leur santé. Chaque entrepreneur doit mettre à la disposition de son personnel des échafaudages afin que tout travail soit exécuté sans risques.

Les entreprises doivent programmer leurs interventions avec échafaudages et nacelle sur des aires de manoeuvre rendues au préalable planes et stables.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. L'entrepreneur doit respecter les prescriptions de montage suivantes :

- Compréhension du plan de montage ou de démontage ou de transformation de l'échafaudage ;
- De la note de calcul lors quelle est obligatoire ;

 ANAFI Rue JC Chevillotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

- Sécurité du montage ou de montage ou de transformation de l'échafaudage ;
- Les mesures de prévention des risques de chute de personnes ou d'objets ;
- Les mesures de sécurité en cas de changement des conditions météorologiques qui pourraient être préjudiciables aux personnes en affectant la sécurité de l'échafaudage ;
- Les conditions en matière d'efforts de structure admissibles ;
- Tout autre risque que les opérations de montage, de démontage, et de transformation précitée puissent comporter.

La personne qui dirige le montage, le démontage, ou la modification d'un échafaudage et les travailleurs qui y participent doit disposer de la notice du fabricant, ou du plan de montage et de démontage notamment toutes les instructions qu'ils peuvent comporter.

La construction des échafaudages métalliques d'une hauteur égale ou supérieure à 24m doit faire l'objet d'une note de calcul. Cette note de calcul doit être conservée sur le chantier avec le plan de montage.

Quelque soit l'échafaudage, sa structure doit reposer et / ou être fixée sur des parties résistantes et stables. Aucun élément qui compose la structure ne doit pouvoir se déplacer par rapports à l'ensemble.

**EXAMENS** : les éléments d'échafaudage doivent être contrôlés avant chaque montage et **tous les 3 mois pendant la durée qu'il reste en place.**

#### **3.4.2 TRAVAIL À L'ÉCHELLE- ESCABEAU OU MARCHEPIED :**

Les échelles- escabeaux et marchepieds ne doivent en aucun cas être employées comme poste de travail .Ils peuvent être utilisés uniquement dans les conditions suivantes :

- En cas d'impossibilité technique d'utilisation d'autres moyens ;
- Qu'il soit établi que les risques sont faibles ;
- Qu'il s'agit de travaux de courte durée ;
- Qu'ils ne présentent pas un caractère répétitif.

L'employeur doit s'assurer que les échelles - escabeaux - marchepieds doivent être constitués de matériaux appropriés compte tenu des contraintes du milieu.

**Tout travail en hauteur doit être réalisé au moyen d'échafaudages ou à l'aide de nacelles.** Pour toute intervention, au-dessus de 3 (TROIS) mètres hors échafaudage ou nacelle, **le port de la ceinture de Sécurité est obligatoire.**

#### **3.4.3 PROTECTIONS ET ÉQUIPEMENTS INDIVIDUELS :**

Les protections individuelles, notamment le harnais de sécurité, ne peuvent être envisagées que lorsque les protections collectives ne peuvent matériellement être mises en place. Le harnais de sécurité ne doit être utilisé que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives.

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

Les équipements individuels (casques, chaussures ou bottes de sécurité, lunettes, masques, vêtements de pluies...) sont à la charge des entreprises.

Pour le personnel intérimaire il est d'usage que les équipements soient fournis par la société d'intérim. En tout état de cause, c'est l'entreprise utilisatrice qui est responsable du respect de la réglementation.

#### **3.4.4 PROTECTION DES ACCÈS :**

Les accès seront protégés et clos, la maintenance sera effectuée par le lot gros œuvre, il confiera cette mission lorsqu'il quittera le chantier ou lorsqu'il sera absent à l'un des autres lots dans la force du planning

### **3.5 ÉLECTRICITE ET ECLAIRAGE DE CHANTIER DE CHANTIER**

#### **3.5.1 DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE**

L'installation comprendra de façon distincte :

- ☐ les besoins des cantonnements et bureaux de chantier.
- ☐ les besoins du chantier.
- ☐ les besoins d'éclairage de circulation.
- ☐ les besoins spécifiques nécessaires aux interventions de certains corps d'état (grues et matériel gros-œuvre, plates-formes élévatrices,...).

#### **3.5.2 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES :**

La maintenance et l'entretien de ces installations devront être prévus pendant toute la durée du chantier.

Toutes dispositions doivent être prises par l'entrepreneur et ses sous-traitants éventuels pour satisfaire aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 portant sur la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques et du décret n° 82-167 du 16 février 1982 relatif aux ouvrages de distribution d'énergie électrique.

La conception du réseau d'éclairage du réseau de distribution, des armoires de protection devront satisfaire aux prescriptions en vigueur reprises dans les fiches de sécurité éditées par l'O.P.P.B.T.P.

Les installations électriques devront présenter un niveau d'isolement approprié à la sécurité et être protégées au moyen de protections différentielles sensibles au courant de défaut; les protections de circuits terminaux (à l'exception de ceux alimentant les grues) étant assurées par des dispositifs de coupure dits "à haute sensibilité" (30 mA).

Les installations électriques de chantier seront au neutre mis directement à la terre avec coupure au premier défaut.

Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé par le ministère du travail au compte des lots chargés de leurs installations.

**L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.**

**3.5.3 APPAREILS PORTATIFS :**

L'outillage portatif électrique devra être en bon état, il sera :

- ☐ Ou de classe III - TBT (tension nominale inférieure à 50 volts)
- ☐ Ou de classe II à double isolation
- ☐ Prolongateur électrique : uniquement par **câble H07RNF** avec fiche étanche (fiches à usage domestique interdites). Les baladeuses électriques seront obligatoirement à double isolement, avec poignées isolantes et panier.

Aucune alimentation ne se fera ailleurs que depuis les armoires électriques conçues à cet effet et protégées par les différentiels de défaut.

**3.5.4 ÉCLAIRAGE DES CIRCULATIONS**

Un éclairage de circulation dans l'enceinte du chantier sera mis en place et entretenu. Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles fixées par décret n° 83 721 du 2 août 1983 et codifié dans le code du travail sous les arts. R 232.7 (1 à 10).

**3.6 MESURES PRISES EN MATIÈRE D'INTERACTION SUR LE SITE****3.6.1 DISPOSITIONS PRISES POUR INTERDIRE LES TRAVAUX SUPERPOSÉS**

- ☐ Programme des travaux.
- ☐ Gel provisoire des façades.
- ☐ Réservation de zones de travaux.
- ☐ Planning.

**3.6.2 DISPOSITIONS PRISES POUR PRÉVENIR LES CHUTES D'OBJETS**

- ☐ Aménagement des entrées dans le bâtiment par création d'auvents réalisés par le Gros Oeuvre.
- ☐ Aménagement de périmètre de sécurité au sol lors des travaux en hauteur par les lots concernés.

**3.6.3 MOYENS COMMUNS**

Chaque entreprise devra procéder pendant la période de préparation à une étude exhaustive de ses phases de travail en fonction de l'ouvrage à réaliser et de sa localisation. Pour chaque phase elle devra adapter un processus d'exécution permettant :

- D'éviter les risques,
- De limiter les risques qui ne peuvent être évités.

Cette analyse pourra être établie sous forme de tableau et devra comporter :

- La localisation de la tâche,
- Sa description précise,
- La main-d'oeuvre nécessaire,
- Les moyens et matériels mis en oeuvre,
- Les risques,
- Les moyens de prévention,
- Les croquis ou notes explicatives permettant une évaluation,
- Les fiches techniques des matériels utilisés doivent être jointes au PPSPS

- Les zones d'intervention présentant des risques pour les autres entreprises seront délimitées physiquement et signalées par panneaux.

Lors de l'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu, sur un même ouvrage, l'entrepreneur réalisant la tâche principale devra informer les autres entreprises :

- Des risques encourus des moyens de les prévenir, communiquer aux autres entreprises ses procédures d'exécution.

Ces interférences devront être mentionnées dans les PPSPS. Une harmonisation sera effectuée par le coordonnateur après analyse et discussion

Les zones d'intervention présentant des risques pour les autres entreprises seront délimitées physiquement et signalées par panneaux (utilisation de produits dangereux).

Utilisation de certaines installations de chantier par les entreprises en fonction de l'enchaînement des tâches :

- ☐ plates-formes de travail communes
- ☐ échafaudages communs

#### 3.6.4 RAPPEL DES RISQUES LIÉS AUX DÉMOLITIONS

TACHES - CO-ACTIVITÉS	RISQUES LIÉS À LA CO-ACTIVITÉ	PRÉVENTION
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manuelle</li> <li>✓ Démolition à l'aide d'engins mécaniques</li> <li>✓ au croc,</li> <li>✓ à l'aide du godet d'un chargeur ou de la lame d'un boueur,</li> <li>✓ au boulet,</li> <li>✓ par traction à l'aide d'un câble,</li> <li>✓ au brise roche,</li> <li>✓ démontage et découpage,</li> <li>✓ par expansion,</li> <li>✓ à l'aide d'explosifs</li> <li>✓ Découpage mécanique.</li> <li>✓ Découpage à la lance thermique</li> <li>✓ Procédés expérimentaux (laser, jet d'eau à très haute pression 1000 bars)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Chute de personnes</li> <li>✓ Effondrement non contrôlé de tout ou partie de construction</li> <li>✓ Chute de matériaux</li> <li>✓ Risques liés à l'utilisation du matériel</li> <li>✓ Dommages aux ouvrages voisins</li> <li>✓ Risques spécifiques à certains procédés tel que : explosion, incendie, brûlure</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Examen complet de l'ouvrage à démolir (nature et stabilité des éléments à démolir, repérage des ouvrages voisins, repérage des voies ouvertes à la circulation et des réseaux existants).</li> <li>✓ Établir un programme définissant les phases successives de démolition.</li> <li>✓ Étudier les postes de travail de façon à prévoir des protections collectives. Établir des consignes et instructions précises et les diffuser au chef de chantier.</li> <li>✓ S'assurer que les installations intérieures d'eau, de gaz, d'électricité sont neutralisées.</li> <li>✓ Baliser et signaler les lignes aériennes, éventuellement les protéger.</li> <li>✓ Procéder à la signalisation et à la clôture du chantier.</li> <li>✓ délimiter les zones dangereuses et mettre en place</li> </ul>



Rue JC Chevillotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

les protections.

### Rappel d'obligations spécifiques (non limitatives)

- ✓ Conformément au décret du 8 janvier 1965, il est rappelé qu'avant les travaux de démolition l'entreprise doit obligatoirement se rendre compte de la résistance et de la stabilité de chacune des parties de l'ouvrage, afin de faire procéder à des étalements capables d'assurer efficacement la sécurité des travailleurs.
- ✓ Une reconnaissance des matériaux à démolir (et leur résistance) devra être effectuée avant toutes interventions
- ✓ Suivant les résultats de ce diagnostic, prévoir les protections nécessaires aux travailleurs et les méthodes d'évacuations et d'élimination des différents déchets.
- ✓ La zone des travaux doit être balisée en permanence et la circulation limitée aux personnes habilitées aux travaux de démolition.
- ✓ Préciser dans votre PPSPS d'une façon détaillée les modes opératoires, les moyens utilisés en matériel en main d'oeuvre ainsi que les mesures de prévention retenues pour l'exécution des travaux.
- ✓ Modes opératoires pour percements de murs.

**3.6.5 RISQUES LIÉS À LA COACTIVITÉ TOUT CORPS D'ÉTAT .**

TÂCHES ----- CO-ACTIVITÉ	RISQUES LIÉS À LA CO-ACTIVITÉ	PRÉVENTION
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Terrassement - Structure Gros-oeuvre</li> <li>✓ Plomberie</li> <li>✓ Électricité</li> <li>✓ Chauffage ventilation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Enfouissement lors des terrassements en trous, en tranchées</li> <li>✓ Éboulement terrassement en pleine masse</li> <li>✓ Travaux superposés.</li> <li>✓ Évolution dans des zones en cours de montage et d'installation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Blindage ou talutage des fouilles</li> <li>✓ Balisage haut des talus</li> <li>✓ Phasage des travaux par zone et par corps d'état.</li> <li>✓ Travaux dans les niveaux ayant une dalle béton pour plafond.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Structure Gros-Oeuvre.</li> <li>✓ Doublage.</li> <li>✓ Menuiseries extérieures et intérieures.</li> <li>✓ Plomberie.</li> <li>✓ Électricité.</li> <li>✓ Chauffage ventilation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Travaux superposés.</li> <li>✓ Évolution dans des zones en cours de montage et d'installation.</li> <li>✓ Utilisation d'échafaudage mobile.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Phasage des travaux par zone et par corps d'état..</li> <li>✓ Travaux dans les niveaux ayant une dalle béton pour plafond.</li> <li>✓ Mesures prises au P.G.C.</li> <li>✓ Neutralisation de zone.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finition Gros-Oeuvre.</li> <li>✓ Étanchéité.</li> <li>✓ Doublage.</li> <li>✓ Lots techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Travaux superposés.</li> <li>✓ Évolution dans des zones en cours de montage, d'installation et de démontage.</li> <li>✓ Utilisation d'échafaudage mobile.</li> <li>✓ Travaux à risques (points chauds).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Phasage des travaux par zone et par corps d'état..</li> <li>✓ Travaux dans les niveaux ayant une dalle béton pour plafond.</li> <li>✓ Mesures prises au P.G.C.</li> <li>✓ Neutralisation de zone.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Aménagements extérieurs.</li> <li>✓ Aménagements terrasses.</li> <li>✓ Étanchéité;</li> <li>✓ Finitions Gros-Oeuvre.</li> <li>✓ lots Second-Oeuvre.</li> <li>✓ lots techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Évolution d'engins en extérieurs.</li> <li>✓ Travaux superposés.</li> <li>✓ Évolution dans des zones en cours de montage, d'installation et de démontage.</li> <li>✓ Utilisation d'échafaudage mobile.</li> <li>✓ Travaux à risques (points chauds).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Phasage des travaux par zone et par corps d'état.</li> <li>✓ Travaux dans les niveaux ayant une dalle béton pour plafond.</li> <li>✓ Mesures prises au P.G.C.</li> <li>✓ Neutralisation de zone.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Travaux sur les façades.</li> <li>✓ Lots Second-Oeuvre.</li> <li>✓ Lots techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Évolution dans des zones en cours de montage, d'installation et de démontage.</li> <li>✓ Utilisation d'échafaudage mobile en extérieur.</li> <li>✓ Travaux à risques (points chauds, produits dangereux).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Phasage des travaux par zone et par corps d'état.</li> <li>✓ Décalage de planning.</li> <li>✓ Mesures prises au P.G.C.</li> <li>✓ Neutralisation de zone.</li> <li>✓ Information des risques encourus par les autres entreprises par l'utilisation de produits particuliers</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Travaux de V.R.D.</li> <li>✓ Équipement Second-Oeuvre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ évolutions d'engins en extérieur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Neutralisation de la zone d'intervention.</li> </ul>

 <b>ANAFI</b> Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
---	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Fouilles et interruption de cheminement.</li> <li>✓ Utilisation d'échafaudage mobile en extérieur.</li> <li>✓ évolution dans des zones en cours d'équipement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Phasage des travaux par zone et par corps d'états.</li> <li>✓ Mesures prises au P.G.C.</li> <li>✓ Libération des zones de circulation.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finitions</li> <li>✓ Essais.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ évolution dans des zones en cours d'équipement et d'essais.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Neutralisation de la zone d'intervention.</li> <li>✓ Phasage des travaux par zone et par corps d'états.</li> <li>✓ Mesures prises au P.G.C.</li> <li>✓ Libération des zones de circulation.</li> </ul>

### 3.7 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Aspiration, ventilation des locaux hors d'air

Choix de modes opératoires et de produits limitant au maximum les nuisances telles que le bruit, vibrations, poussières, gaz toxiques.

En cas d'impossibilité, emploi de matériels réduisant les nuisances à la source (insonorités, antivibratiles etc. ...)

### 3.8 TRAVAUX SPÉCIFIQUES

#### 3.8.1 TRAVAUX DE TERRASSEMENT EXECUTES A L'AIRE LIBRE

Procéder à la reconnaissance des lieux pour obtenir les renseignements relatifs :

- Aux réseaux aériens et enterrés ;
- Aux particularités du sous sol.

En matière de maîtrise du risque aucun terrain n'est sûr : La cohésion d'un sol n'est pas une caractéristique permanente dans le temps .Les travaux de terrassement doivent être réalisés en sécurité. C'est soit la pose de blindages lorsque le type de terrassement le permet soit procéder au talutage des abords. Le talutage de sécurité doit être de pour 1m ou plus si nécessaire (ED 790 § 3.2.3 nota 1).

Lorsque les travaux de terrassement se situent à moins de 7m d'une habitation il sera nécessaire de procéder à une étude de la tenue du sol par un technicien compétent.

Les travaux peuvent occasionner une gêne aux riverains. Une information doit être faite pour que les travaux ne leur amènent le moins de perturbations possibles.

#### 3.8.2 TRAVAUX A L'INTERIEUR DES FOUILLES EN TRANCHÉES

Etablir une **D.I.C.T**

S'assurer que l'exécution des travaux s'effectue en toute sécurité pour l'ouvrage et les intervenants : Notamment :

- Blindages obligatoires à partir de 1,30 m
- Les blindages doivent dépasser de 0,15 m à la surface du sol; Sur toute la hauteur de la tranchée.
- Réaliser une berme de 0,40 m entre les remblais et le bord de la tranchée ;



 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

### 3.9 SIGNALISATIONS DES CHANTIERS

#### 3.9.1 *SIGNALISATION TEMPORAIRE D'APPROCHE :*

Les panneaux doivent être positionnés en AMONT de la zone dangereuse .Elle doit comprendre

- Une signalisation de DANGER constitués de panneaux du AK ;
- Une signalisation de prescription constituée de panneaux circulaires de type B ;
- Une signalisation d'indication constituée de panneaux rectangulaires de type KC et KD.

La signalisation de prescription doit être précédée d'une signalisation de DANGER

#### 3.9.2 *SIGNALISATION TEMPORAIRE DE POSITION*

Cette signalisation est placée aux abords immédiats du chantier ou de la zone à signaler .Elle peut comprendre :

- Un biseau de raccordement ;
- Un balisage frontal ;
- Un balisage longitudinal.

#### 3.9.3 *SIGNALISATION TEMPORAIRE DE FIN DE PRESCRIPTION*

Elle doit être placée en aval du chantier.

#### 3.9.4 *DISTANCE ENTRE LA FIN DE LA SIGNALISATION D'APPROCHE ET LE DÉBUT DE LA SIGNALISATION DE POSITION.*

Cette distance doit être de 100 m. Elle permet aux usagers de mémoriser les panneaux.

#### 3.9.5 *SIGNALISATION TEMPORAIRE DE NUIT :*

Les chantiers de nuit présentent des risques particuliers pour les usagers .Les signalisations doivent être renforcée.

- Le premier panneau rencontré par l'utilisateur doit être rétro réfléchissant ou doté de 3 feux d'alerte (R2)
- La signalisation qui assure le balisage frontal des chantiers peut être équipée de feux R2 ;
- La signalisation qui assure le balisage longitudinal des chantiers peut être dotés de dispositifs lumineux surtout en présence de fouilles, dénivellations importante ou dépôts de matériaux.

#### 3.9.6 *CIRCULATION ALTERNÉE PAR FEUX TRICOLORES (ALTERNATS TEMPORAIRES)*

L'utilisation de dispositifs réglant une circulation alternée doit faire l'objet d'un arrêté de l'autorité compétente.

Possibilité de fonctionnement de jour comme de nuit. Si possible éviter le fonctionnement de l'alternat de nuit.

Les règles suivantes sont à respecter :

- La longueur maximale d'utilisation ne doit pas être supérieure à 500m ;
- Les temps de rouge doivent être inférieurs à 2minutes 30.

#### 3.9.7 *CIRCULATION ALTERNÉE PAR FEUX TRICOLORES (ALTERNATS TEMPORAIRES)*

L'utilisation de dispositifs réglant une circulation alternée doit faire l'objet d'un arrêté de l'autorité compétente.

Possibilité de fonctionnement de jour comme de nuit. Si possible éviter le fonctionnement de l'alternat de nuit.

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

Les règles suivantes sont à respecter :

- La longueur maximale d'utilisation ne doit pas être supérieure à 500m ;
- Les temps de rouge doivent être inférieurs à 2minutes 30.

### **3.9.8 DÉTOURNEMENTS TEMPORAIRES DE CIRCULATION**

**Il est souhaitable d'associer la cellule Départementale d'Exploitation et de Sécurité à la conception d'un détournement de circulation.**

Les détournement ou déviations de circulation doivent demeurer exceptionnels. Dès que les conditions le permettent

La circulation normale doit être rétablie. RAPPEL : Questions à poser :

- Quel est le meilleur itinéraire ?
- Cet itinéraire peut-il supporter le trafic supplémentaire dans de bonnes conditions de sécurité ?
- Quels sont les types de véhicules autorisés à emprunter cet itinéraire ?
- Comment jalonner le circuit ?

Réglementation : Les détournements doivent faire l'objet d'autorisations et arrêté divers .Ainsi les déviations doivent faire l'objet d'un dossier particulier d'exploitation.

La signalisation temporaire se compose en :

- Une signalisation du site d'entrée ;
- Une signalisation de jalonnement ;
- Une signalisation de fin de détournement.

### **3.9.9 PRÉVENTION DU RISQUE DE RENVERSEMENT DES BANCHES SOUS L'EFFET DU VENT**

**Des mesures doivent être prises contre les renversements de banches sous l'action du vent.** A savoir :

- Les matériels doivent être approprié aux travaux ;
- Respect des consignes d'utilisation ;
- Evacuer les abords des banches lorsque la vitesse du vent dépasse la limite autorisée par le constructeur.

Les banches non utilisées doivent être posées sur une aire de stockage sure .Elles doivent être pourvues de systèmes de stabilisation efficaces pour s'opposer à tout renversement sous l'effet du vent. (Voir les mesures techniques des systèmes de stabilisation indiquées ci-dessous).

Les mouvements et manutentions de ces banches doivent être réalisés en sécurité. Le plan d'installation de chantier doit prévoir une zone de repos pour les banches.

### **Mesures techniques des systèmes de stabilisation :**

- Etre fixés à demeure sur les banches ;
- Faire partie intégrante des modes opératoires y compris au stockage ;
- Rester opérationnels lors des opérations d'élinguage et de réglage ;
- Assurer de façon permanente pour chaque banche et couple de banches, la stabilité vers l'avant et l'arrière ;
- Etre de résistance suffisante ;
- Ne pas créer de risques nouveaux.

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

### **3.9.10 PRODUITS PRÉSENTANT DES RISQUES PARTICULIERS**

Les travaux nécessitant l'emploi de produits présentant des risques d'explosion ou d'intoxication (colles, résines époxydiques; peintures à solvants, mousses polyuréthane...) devront satisfaire aux règles propres à chaque produit.

Ventilation des atmosphères confinées des lieux de stockage ou d'utilisation durée maximale d'exposition ou d'inhalation, utilisation de matériels électriques adaptés à ces risques.

Consignation provisoire des locaux concernés pour en interdire l'accès aux tiers non prévenus des dangers et des moyens de s'en protéger.

Il est rappelé qu'aucun bidon, réservoir ou contenant de liquide ne sera admis sur le chantier s'il n'est pas muni d'une étiquette visible indiquant la nature du produit. Les produits toxiques ou dangereux seront munis de leur étiquette réglementaire et la notice technique mentionnant les précautions d'emploi sera transmise au coordonnateur de sécurité parallèlement à leur introduction sur le chantier.

Les fiches de données de sécurité seront annexées au PPSPS des entreprises.

### **3.9.11 UTILISATION DE CHALUMEAUX :**

L'utilisation de chalumeaux (plombier chauffagiste, soudure étancheur, calage des étanchéités) sera réalisée par du personnel spécialisé.

Des équipements spécifiques leur seront fournis.

Un extincteur sera mis en poste au droit de chaque zone de travail

Les équipements de soudure seront conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement.

Un permis de feu sera demandé conformément à la réglementation.

### **3.9.12 UTILISATION PERMIS DE FEU PAR POINT CHAUD :**

Le permis de feu a pour objet de prévenir les dangers d'incendie ou d'explosion qui pourraient être occasionnés lors de travaux par points chauds : Qui sont :

- Emploi de chalumeaux ;
- Meulage, découpage ;

Le permis de feu est établi par le chef d'entreprise intervenante ou par son représentant qualifié donnant l'ordre de travail. Ce travail doit être exécuté par du personnel qualifié de l'entreprise ou ses sous traitants.

L'entreprise doit veiller que toutes les précautions soient prises pour la mise en état préalable du lieu où sera exécuté l'opération, particulièrement lorsque les travaux comportent des matériaux, matériels ou marchandises susceptibles de provoquer une explosion ou un incendie.

Le chef d'entreprise doit mettre à la disposition de l'exécutant un moyen d'extinction approprié au risque appartenant à l'entreprise. Les moyens mobiles d'extinction propres à l'ouvrage en travaux ne peuvent être utilisés en prévention, même occasionnellement.

**Le PERMIS DE FEU** est établi ponctuellement ou pour une durée ne pouvant excéder 1 semaine selon le degré l'avancement des travaux du chantier. Il doit être accordé par le Maître d'Ouvrage et signé par lui ou son représentant qualifié.

- L'ouvrage à construire **est un ERP** en activité. La présence du public est permanente pendant les travaux des entreprises c'est pourquoi la règle des permis de feu indiquée ci-dessus s'applique. (art GN 13 du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux ERP).
- Une inspection des lieux du travail est obligatoire 1 heure après la fin des travaux par points chauds.
- Les bâches et plastiques séparatifs de la surface de vente et de l'aire en travaux, doivent avoir un comportement au feu de classe M1.

***TOUTES LES ENTREPRISES QUI SONT APPELEES A INTERVENIR PAR POINTS CHAUDS SONT TENUS D'APPLIQUER LA PRESENTE REGLE.***

### **3.10 CONDITIONS DE TRAVAIL**

#### **3.10.1 TRAVAUX EN VIDE SANITAIRE :**

Un vide sanitaire est un espace confiné fermé. En dehors des risques généraux de chute, des risques mécaniques électriques ou thermiques les travaux à l'intérieur des vides sanitaires exposent à deux types de dangers principaux :

- Danger d'asphyxie et / ou d'intoxication
- Danger d'incendie et d'explosion.

A ce titre toutes les précautions qui s'y rapportent doivent être appliquées :

- Contrôle de l'atmosphère avant pénétration ;
- Mettre en place les moyens permettant, de rendre l'atmosphère salubre et de le maintenir pendant toute l'intervention (ventilation) ;
- Mise en place d'un éclairage adapté ;
- Hauteur compatible avec la circulation humaine en position debout. Une bonne ventilation est à mettre en place afin d'évacuer le **RADON** si le vide sanitaire est fermé depuis longtemps.

#### **3.10.2 TRAVAUX EN FOUILLES ET TRANCHEES :**

- Aménager des passerelles avec garde corps au passage des tranchées ;
- La largeur de la tranchée, au fond, entre blindage est au moins égale au diamètre extérieur du tuyau avec des sur largeurs de 0,30 m de part et d'autre pour tuyaux jusqu'à 0,60 m et de 0,40 m au delà.

#### **MANUTENTIONS MANUELLES DES CHARGES :**

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles doivent prendre les mesures nécessaires (organisation et matériel), afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. Il appartient donc à chaque entreprise de définir dans son P.P.S.P.S ses manutentions verticales et de faire apparaître le mode d'approvisionnement retenu.

**Dans la mesure du possible, les moyens mécanisés qui seraient mis en place, pourraient favoriser les approvisionnements de plusieurs entreprises, et feront l'objet d'un financement interentreprises (entreprises utilisatrices).**

Les recettes doivent être aménagées de telle sorte que les travailleurs préposés aux opérations de chargement et de déchargement ne soient pas obligés, pour tirer la charge, de se pencher au-dessus du vide.

**Limite des charges :** Un travailleur ne peut être admis à porter de façon habituelle des charges supérieures à **55 kg** que s'il a été reconnu apte par le médecin du travail sans qu'elles puissent être supérieures à **105 kg**.

Des limites de port de charges sont édictées pour :

- Les jeunes de moins de 18 ans : **10 kg pour les filles** et **20 kg pour les garçons** ;
- Les femmes **25 kg**.

#### 4. SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

##### 4.1 CHANTIERS OUVERTS OU PRÉVUS

- ☐ Circulation d'engins.
- ☐ Clôtures.
- ☐ Interférences de grues.

##### 4.2 PROTECTION IMMÉDIAT DE L'ENVIRONNEMENT

Dans un souci de protection des intervenants et de la protection de la qualité des eaux de la rivière, avant le début des travaux le chantier doit être rendu clos et indépendant au moyen **d'une palissade pleine** et non grillagée d'une hauteur de 2 mètres.

et de ses points de captage, il y a un besoin impérieux d'éviter tout dispersement des déchets de construction (solides et liquides) au delà de la clôture.

Pour un souci de préservation de la qualité des eaux, cette palissade doit être à la partie basse étanche et former ainsi une cuvette de rétention : **Les eaux de rinçage de la bétonnière et des toupies de livraison du béton doivent être contenues sur le chantier.**

##### Observations:

- Les ciments sont des composés minéraux on trouve dans leurs compositions notamment du chrome III et du chrome VI qui bien que dilués dans l'eau peuvent provoquer chez l'homme certaines maladies.
- Dans l'hypothèse ou l'entreprise de Gros œuvre décide de n'installer qu'une clôture de barrières grillagées du type **HERAS** avec des plots béton, et en l'absence de cuvette de rétention, le Coordonnateur SPS informera le Maître d'Ouvrage de la situation.
- **un moyen de secours aquatique** du type bouée couronne (avec son orin) sera à disposer au plus près de la rivière.

**4.3 ETABLISSEMENTS EN ACTIVITÉ À L'INTÉRIEUR OU AU VOISINAGE DESQUELS SE  
SITUE LE CHANTIER**

- ☐ Risques de co-activité.
- ☐ Zone à risque particulier.
- ☐ Consignes de sécurité établies par le chef d'établissement.
- ☐ Plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail.

**5. LES MESURES GENERALES PRISES POUR LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON  
ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT :****5.1 NETTOYAGE****5.1.1 NETTOYAGE GÉNÉRAL**

L'entreprise titulaire du lot principal assurera le nettoyage :

- ☐ **quotidien** des installations sanitaires nécessaires aux besoins du chantier jusqu'au départ de la grue, puis à la charge du compte prorata jusqu'à la réception,
- ☐ **hebdomadaire** du bureau de chantier à la charge du compte prorata.

Un nettoyage général du chantier devra être réalisé une fois par semaine au minimum par le lot principal au compte prorata.

**5.1.2 NETTOYAGE DES POSTES DE TRAVAIL :**

Après chaque intervention et avant l'entrée dans les lieux de l'entreprise suivante, chaque entreprise devra le nettoyage de sa zone de travail et l'évacuation de ses déblais, jusqu'au point de stockage centralisé mis en place par le lot principal (bennes).

Lors de l'exécution du second oeuvre et en particulier pendant les phases de finition, le Maître d'Oeuvre pourra répartir des zones de nettoyage général entre les entreprises concernées.

Les deux modes de nettoyage ci-dessus ne sont pas contradictoires mais complémentaires.

En cas de non observation des préconisations ci-dessus le coordonnateur SPS pourra demander au Maître d'Oeuvre de faire intervenir une entreprise de nettoyage extérieure au frais des entreprises défaillantes.

**5.1.3 NETTOYAGE DE LA VOIE PUBLIQUE:**

La voie ou les voies publiques d'accès et de sortie du chantier doivent constamment être entretenues. Leur état doit permettre une circulation sans risque pour les usagers de la route.

L'entreprise titulaire doit surveiller fréquemment la quantité de terre laissée sur la chaussée par les passages successifs des camions et engins divers. Les revêtements sont ainsi rendus glissants et dangereux. A défaut d'installation de déboussages des roues, un nettoyage périodique est à réaliser par l'entreprise titulaire.

 ANAFI Rue JC Chevillotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

#### **5.1.4 NETTOYAGE DES ACCÈS :**

Les déblais non réemployés stockés sur les accès seront évacués par l'entreprise responsable ou à son compte.

Le nettoyage périodique sera réalisé par le lot principal au compte prorata.

#### **5.1.5 NETTOYAGES PONCTUELS :**

Des tâches particulièrement polluantes pourront nécessiter des nettoyages spécifiques qui seront à la charge de l'entreprise responsable.

Afin d'éviter les salissures, les moyens appropriés devront être mis en oeuvre.

En cas d'interventions polluantes de longues durées, la fréquence des nettoyages devra être adaptée au degré de pollution.



Rue JC Chevallotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

### 5.2 REPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES

NATURE TRAVAUX	DESCRIPTION DES TRAVAUX	TRAVAUX EQUIPEMENTS	TRAVAUX ENTRETIEN	CONSOUMATIONS DÉPENSES
✓ Charges temporaires de voiries et de police résultant de l'installation de chantier	✓ Taxes d'occupation de la voie publique. entretien et réparations.			
✓ Voies de circulation dans l'emprise du terrain	✓ Voies carrossables par les véhicules routiers de transport de marchandises nécessaires à la desserte des constructions à réaliser, des aires de chantier et de stockage. Évacuation des matériaux et remise en état en fin de chantier	Gros œuvre	Gros œuvre	
✓ Branchement provisoire d'eau avec compteur spécifique au chantier	✓ Depuis le réseau extérieur y compris le compteur, jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à une distance de 2m de chaque bâtiment.	Gros œuvre	Gros œuvre	Compte prorata
✓ Réseau d'eau intérieur au chantier	✓ A partir des points de raccordement laissés en attente à 2m du bâtiment, mise en place de points de puisage avec robinet à nez fileté ( la distance maximale entre 2 points de puisage ne peut excéder 40m)	Gros œuvre	Gros œuvre	Gros œuvre
✓ Branchement provisoire d'électricité	✓ Depuis le réseau extérieur, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes et jusqu'à une distance de 2m de chaque bâtiment (Armoire de chantier et armoires divisionnaires)	Gros œuvre	Gros œuvre	Compte prorata
✓ Branchement provisoire des eaux usées	✓ Pas de réseau existant ✓ Prévoir les installations communes de chantier en tenant compte des aménagements d'hygiène nécessaires.	Gros œuvre	Gros œuvre	Compte prorata
✓ Branchement provisoire de téléphone	✓ Installation conforme au plan d'installation de chantier.	Gros œuvre	Gros œuvre	Compte prorata
✓ Téléphone	✓ Utilisation pour les secours.	Gros œuvre	Gros œuvre	compte prorata





Rue JC Chevallotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

NATURE TRAVAUX	DESCRIPTION DES TRAVAUX	TRAVAUX EQUIPEMENTS	TRAVAUX ENTRETIEN	CONSOMMATIONS DÉPENSES
✓ Clôture de chantier	✓ Installation dans les conditions exigées par la réglementation.	Gros oeuvre	Gros oeuvre	
✓ Panneaux de chantier	✓ Fourniture et mise en place d'un panneau de chantier conforme à la réglementation puis dépose.	Gros oeuvre	Gros oeuvre	
✓ Bureaux de chantier	✓ Bungalows de chantier avec tables et chaises pour réunions de chantier et de coordination, en rapport avec l'importance du chantier.	Gros oeuvre	Gros oeuvre	
✓ Installation de vie collective	✓ Vestiaires, magasins etc. ... conforme à la réglementation en vigueur et au plan d'installation de chantier.	Lots concernés	Lots concernés	
✓ Installations communes d'hygiène et de sécurité	✓ Sanitaires, etc. ... conforme à la réglementation en vigueur et au plan d'installation de chantier. ✓ Protection incendie du « village chantier »	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Compte prorata
✓ WC et lavabos	✓ Conforme au décret du 8 janvier 1965 modifié	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Compte prorata
✓ Aires de chantier et de stockage	✓ préparation du terrain mis à la disposition des entreprises pour leurs installations et du terrain nécessaire aux installations communes de chantier. Ces terrains seront carrossables par les véhicules utilitaires légers ✓ évacuation des matériaux et remise en état en fin de chantier	Gros oeuvre	Gros oeuvre	
✓ Évacuation des déchets (bennes)	✓ Mise en place et remplacement des bennes	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Compte prorata
✓ relevage eaux pluviales et eaux usées.	✓ En cas de nécessité des pompes de relevage provisoires seront mises en place jusqu'à la réception des ouvrages (y compris l'alimentation)	Gros oeuvre	Gros oeuvre	compte prorata
✓ Évacuation des eaux pluviales.	✓ Si les descentes définitives ne peuvent être mises en place dès la réalisation il y a lieu de prévoir l'évacuation provisoire des eaux pluviales.	Gros oeuvre	Gros oeuvre	



Rue JC Chevillotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**

Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

NATURE TRAVAUX	DESCRIPTION DES TRAVAUX	TRAVAUX EQUIPEMENTS	TRAVAUX ENTRETIEN	CONSUMMATIONS DÉPENSES
✓ Dispositifs communs de sécurité sur le chantier.	✓ L'entreprise de gros-oeuvre ou de structure mettra en place au fur et à mesure de l'avancement des travaux les dispositifs réglementaires de sécurité du chantier (protections des ouvertures, des escaliers, des trémies) en règle générale toute dénivellation nécessitant la mise en place d'un garde-corps sera protégée.	Gros oeuvre	Gros oeuvre	compte prorata dès la première dépose
✓ Dispositifs communs de sécurité sur le chantier	✓ L'entrepreneur qui pour son intervention devra déplacer un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement. A défaut, celui-ci sera remis à ses frais.	Tous corps d'état	Tous corps d'état	
✓ Dispositifs communs de sécurité sur le chantier	✓ Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filets de protection, etc. ...), ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.	Tous corps d'état	Tous corps d'état	
✓ Réseau électricité intérieur et éclairage de circulation.	✓ A partir des points de raccordement laissés en attente à 2m du bâtiment, mise en place à chaque niveau d'un coffret comprenant : - un dispositif différentiel 30mA - 4 PC 2x10 A+T Aucun point du bâtiment ne doit être distant du coffret de plus de 25m. ✓ Installation d'éclairage en 25V ou en basse tension avec hublot classe II IP 357 des circulations verticales et horizontales conformément aux dispositions réglementaires de sécurité.	Lot électrique	Lot électrique	
✓ Repli des installations provisoires de chantier.	✓ Baraquements, vestiaires etc. ...	Lots chargés de la réalisation		
✓ Repli des équipements provisoires de chantier.	✓ Armoires électriques provisoires, installations sanitaires complémentaires, etc. ...	Lots chargés de la réalisation		

**6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AUX LIEUX DE L'OPERATION  
CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES  
MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISE EN LA MATIERE****6.1 ORGANISATION DES SECOURS****6.1.1 INFORMATION ET FORMATION DES SALARIÉS DES ENTREPRISES**

Par les entrepreneurs sur la conduite à tenir en cas d'accident arrivant sur le chantier

Identification du chantier et de ses accès par les secours.

**Aucune opération ne peut être exécutée par un agent isolé.** Chaque entreprise doit disposer sur son lieu d'intervention d'un moyen de communication lui permettant de prévenir les secours.

Téléphone de secours accessible par tout le personnel chantier pendant les heures de travail (utilisable sans carte ni pièce).

Mesures prises pour l'évacuation des blessés.

**Toute information sur les accidents AVEC ou SANS arrêt de travail devra être communiquée au Coordonnateur, au plus tard dans les 48 heures qui suivent l'accident.**

**6.1.2 REGISTRES OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS**

- Registre d'observation à la disposition des travailleurs ;
- Registre de vérification des installations électriques ;
- Registre de réception et de consommation des explosifs ;
- Registre de sécurité pour les matériels utilisés sur les chantiers (Echafaudages de pieds et volants, grues, engins...)

**6.1.3 CONSIGNES DE SÉCURITÉ ET AFFICHAGE**

- ☐ Affichage des conduites à tenir en cas d'accident
- ☐ Affichage des N° d'appel d'urgence
- ☐ Affichage de la liste des secouristes (les entreprises doivent disposer d'un secouriste pour 20 salariés)
- ☐ Trousse de secours : règles applicables à chaque entreprise
- ☐ Affichage des conduites à tenir en cas d'incendie
- ☐ Affichage de la conduite à tenir aux électrisés

**6.2 PROTECTION CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE**

Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques :

- ☐ dans les locaux affectés au personnel,
- ☐ dans les bureaux de chantier,
- ☐ près des postes de travail particuliers à risque,
- ☐ dans les locaux de stockage.

**7. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS****7.1 ENTREPRISES CONCERNÉES, CONTENU DIFFUSION ET EVOLUTION DU P.P.S.P.S.****7.1.1 ENTREPRISES CONCERNÉES :**

Toutes les entreprises ont l'obligation d'établir un plan particulier de sécurité protection de la santé et de le transmettre au coordonnateur de sécurité protection de la santé, dans le délai d'un mois à compter de la signature des marchés et préalablement à tous travaux. Le coordonnateur en fonction de la nature des risques demandera éventuellement à l'entreprise de diffuser son PPSPS aux organismes cités.

Dans le cas où un entrepreneur sous-traiterait tout ou partie du contrat conclu avec le Maître d'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PPSPS ainsi que, si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Le sous-traitant devra être préalablement agréé par le Maître d'Oeuvre et par le Maître d'Ouvrage.

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de leur transmettre, sur leur demande, son propre PPSPS et les PPSPS établis par ses sous-traitants.

**7.1.2 CONTENU DU PPSPS :**

Le PPSPS devra répondre chapitre par chapitre au Plan Général de Coordination et renseigner les titres suivants :

- ☐ Répondre aux prescriptions définies dans la loi n° 94 1159 du 26 décembre 1994
- ☐ Renseignements généraux (nature de l'opération, coordonnées des intervenants, etc. ...)
- ☐ Les risques propres à l'entreprise et tenant compte des contraintes d'environnement, les moyens de prévention choisis,
- ☐ Les travaux qui présentent des risques d'interférence liés à la co-activité avec d'autres entreprises, les risques réciproques et les moyens de prévention proposés,
- ☐ Les modalités de prise en compte des mesures de coordination générale définies par le coordonnateur,
- ☐ Les mesures d'hygiène et les locaux destinés au personnel
- ☐ L'organisation des premiers secours
- ☐ Indexé l'
- ☐



Rue JC Chevillotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ

## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION**  
**BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**  
Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

- ☐ annexe n°4 – démarche à suivre en cas d'accident – page 60
- ☐ Indexé

I'

annexe n°5 – dispositions en matière de secours et d'évacuation – page 61

- ❑ Rédaction d'une fiche pour chaque sous-traitant.
- ❑ Être présenté selon les indications données en annexe du présent PGCSPS

Ils doivent avant tout éviter d'être un catalogue de recettes standard ou un ramassis de bonnes intentions en matière de prévention. Ils doivent refléter essentiellement les cas de sécurité et de protection de la santé, propres et spécifiques aux tâches de ce chantier.

### 7.1.3 DIFFUSION DES PPSPS :

Les PPSPS des entreprises sont communiqués au coordonnateur de sécurité et de santé qui peut demander d'y apporter des modifications ou des améliorations. Les plans ainsi rectifiés sont remis en deux exemplaires au coordonnateur, un exemplaire sera classé dans le bureau de chantier.

Seule l'entreprise de gros œuvre ainsi que les entreprises ayant à réaliser des tâches présentant des risques particuliers devront envoyer leur PPSPS à :

- ❑ **L'inspecteur du travail.**
- ❑ **La CRAM, service de prévention.**
- ❑ **L'OPPBTP.**

Chaque entreprise peut demander au coordonnateur, communication du PPSPS d'une autre entreprise du chantier.

### 7.1.4 ÉVOLUTION DES PPSPS :

Les PPSPS doivent évoluer et être modifiés :

- ❑ Sur l'initiative des personnels du chantier confrontés à une situation nouvelle.
- ❑ Sur la demande du coordonnateur ou de l'un des organismes de contrôle de la sécurité, dans le cadre de l'homogénéité des PPSPS du chantier.

### 7.1.5 SUIVI DES PPSPS

ENTREPRISES	LOT	NUMÉROS	INDI CE	DATE	DATE DE RÉCEPTIO N	DÉBUT DES TRAVAUX

## 7.2 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRISE:

### 7.2.1 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRISES

L'application des clauses précédentes ne libère pas l'entreprise de ses responsabilités en matière d'accident. Par conséquent chaque entrepreneur a sa part dans la police de chantier, la sécurité, tant en ce qui concerne les dispositions propres à son personnel et au travail que celui-ci exécute, que vis à vis des personnes dont la présence est justifiée sur les lieux des travaux. Il doit également prendre les dispositions nécessaires pour éviter le vol ou la détérioration des objets personnels de ses ouvriers.

 ANAFI Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

### **7.2.2 UTILISATION DE PERSONNEL INTÉRIMAIRE :**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire, doivent s'assurer que :

- ☐ Le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné.
- ☐ Le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré.
- ☐ L'intéressé est en règle au point de vue de la carte de travail et carte de séjour.
- ☐ Le personnel a subi la formation à la sécurité (décret du 20 mars 1979)

### **7.3 ENTREPRISES ARTISANALES ET TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS :**

Les entreprises artisanales ou travailleurs indépendants, soit titulaires du contrat, soit sous-traitants d'un contractant doivent se soumettre aux mêmes règles de sécurité que les personnels salariés des entreprises. Ils en seront informés par l'entreprise contractante et leurs contrats de sous-traitance devront se conformer aux dispositions du contrat type de sous-traitance du BTP signé le 7 mars 1995 par les organisations professionnelles, pour ce qui concerne le § 2-3 hygiène et sécurité.

**8. DOSSIER D'INTERVENTION ULTERIEURE SUR L'OUVRAGE - REGISTRE JOURNAL  
DE COORDINATION****8.1 DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO):*****PIÈCES À TRANSMETTRE AU COORDONNATEUR S.P.S POUR L'ÉTABLISSEMENT DU D.I.U.O :***

Les pièces constitutives du **D.O.E** et autres pièces écrites se rapportant à la sécurité pour permettre l'évaluation des interventions ultérieures. Pièces relatives notamment :

- à l'éclairage,
- à l'électricité,
- au désenfumage,
- aux portes, portails automatiques et semi-automatiques,
- aux surfaces vitrées,
- à la circulation en couverture,
- à l'entretien des façades,
- aux accès des personnes handicapées,
- à l'aération et l'assainissement.

- L'ensemble de ces pièces devra être fournies au préalable par l'entreprise titulaire du marché.

La non transmission, au Coordonnateur SPS, des pièces sus nommées entraîne la production par ce dernier du **D.I.U.O** incomplet. Il constatera la carence de l'entreprise concernée puis fera prendre par le Maître d'Ouvrage les sanctions qui s'imposent.

Le **D.I.U.O** est produit au moment de la réception, les pièces indiquées ci-dessus doivent être fournies avec un délai suffisant pour permettre l'analyse des interventions ultérieures

**REGISTRE JOURNAL :**

Le coordonnateur ouvre un registre journal de coordination de sécurité du chantier qui est conservé dans le bureau de chantier. Tous les événements intéressants la sécurité, les observations faites par le coordonnateur aux intervenants ainsi que le visa des destinataires et leurs réponses éventuelles y seront consignées chronologiquement. Ce registre journal est accessible à tous les organismes de sécurité et de contrôle des conditions de travail, aux délégués du personnel et aux membres des CHSCT des entreprises. Il est conservé par le Coordonnateur SPS jusqu'à la réception des travaux et par lui pendant les 5 années suivantes.



 ANAFI Rue JC Chevillotte 29200 BREST Coordonnateur : <a href="#">M. VIOLLAZ</a>	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie <b>2</b>	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : <b>A</b>
--	--	--

## 9. ANNEXES

### 9.1 ANNEXE N°1 – SCHÉMA DIRECTEUR POUR L'INSTALLATION DE CHANTIER

Un plan d'installation de chantier sera proposé par l'entreprise de Gros-oeuvre, il définira notamment les accès au chantier, les zones de stockage et les implantations des matériels de levage.



Rue JC Chevillotte  
29200 BREST  
Coordonnateur : M. VIOLLAZ












































## PLAN GENERAL DE COORDINATION

**CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION  
BIOLOGIQUE DE ROSCOFF**











Catégorie 2

Date : 29/08/08  
BTP 2007-403  
Indice : A

### 9.2 ANNEXE N°2 – INTERVENANTS ENTREPRISES

LO T	CORPS D'ETAT	ENTREPRISES ADRESSE	 Fax	RESPONSABLE
	ADRESSE CHANTIER		 :  :  :	Mr.
1			 :  :  :	Mr.
2			 :  :  :	Mr.
3			 :  :  :	Mr.
4			 :  :  :	Mr.
5			 :  :  :	Mr.
6			 :  :  :	Mr.
7			 :  :  :	Mr.
8			 :  :  :	Mr.
9			 :  :  :	Mr.
10			 :  :  :	Mr.
11			 :  :  :	Mr.
12			 :  :  :	Mr.
13			 :  :  :	Mr.

 <b>ANAFI</b> Rue JC Chevallotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
---	---	---

LO T	CORPS D'ETAT	ENTREPRISES ADRESSE	 Fax	RESPONSABLE
14			 :  :  :	Mr.
15			 :  :  :	Mr.
16			 :  :  :	Mr.

### 9.2.1 EMPLOI D'EXPLOSIFS ET OPERATIONS DE MINAGE

L'entreprise qui a recours aux minages doit se conformer aux dispositions réglementaires en vigueur applicables à tous les tirs de mines.

Tout chef d'entreprise qui se propose d'utiliser des explosifs est tenu de faire la déclaration à l'Inspection du Travail ainsi qu'à la CRAM et à l'OPPBTP.

### 9.2.2 EMPLOI D'EXPLOSIFS : MESURE DE PRÉVENTION

**Avant le tir** : Toutes les personnes du chantier ainsi que les occupants des maisons individuelles proche de la zone de tir doivent être averties et à l'abri.

- L'entreprise place des compagnons de part et d'autre des zones d'accès afin d'éviter toute pénétration dans la zone dangereuse où des projections sont susceptibles de se produire.
- Mise en place de boucliers pour éviter les projections de matériaux
- Annonce de l'imminence du tir : 3 coups de cornes à brume
  - 1<sup>er</sup> coup : évacuation des zones extérieures proches ;
  - 2<sup>ème</sup> coup : 10 secondes après le 1<sup>er</sup> coup ;
  - 3<sup>ème</sup> coup 1 minute après le 2<sup>ème</sup> coup ;
  - Immédiatement avant le tir : information à la voix « **GARE A LA MINE** »

### 9.3 APRÈS LE TIR : LE DÉLAI D'ATTENTE AVANT INTERVENTION : 5 MINUTES AVANT LA RECONNAISSANCE DU CHANTIER

#### 9.3.1 ACCROCHAGE DES CHARGES AUX MOYENS DE LEVAGE :

L'accrochage constitue une part importante des opérations de manutention entre la charge et le crochet de l'appareil de levage. Avant de lever une charge le chef de chantier de l'entreprise devra s'assurer qu'il ne fait courir aucun risque à qui que ce soit.

- Le bon choix du matériel et des élinguages sûrs est autant de facteurs de sécurité ;
- Le travail d'élingage doit être réfléchi et bien exécuté sans précipitation.

**9.4 ANNEXE N°4 – DÉMARCHE À SUIVRE EN CAS D'ACCIDENT**

**EN CAS D'ACCIDENT SURVENANT SUR LE CHANTIER**

APRÈS LES 1ER SECOURS POMPIERS le **18** GENDARMERIE le **17** SAMU le **15**

NUMÉRO D'URGENCE EUROPÉEN **112**

**LE RESPONSABLE DE L'ENTREPRISE PRÉSENT SUR LE CHANTIER INFORME, PAR TÉLÉPHONE ET TÉLÉCOPIE, DE TOUT ACCIDENT SURVENANT SUR LE CHANTIER LES SERVICES CONCERNÉS**



**CETTE INFORMATION NE SE SUBSTITUE PAS AUX INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES INCOMBANT À L'ENTREPRISE**

 ANAFI Rue JC Chevillotte 29200 BREST Coordonnateur : M. VIOLLAZ	<b>PLAN GENERAL DE COORDINATION</b> <b>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT IGM STATION</b> <b>BIOLOGIQUE DE ROSCOFF</b> Catégorie 2	Date : 29/08/08 BTP 2007-403 Indice : A
--	---	---

## 9.5 ANNEXE N°5 – DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE SECOURS ET D'ÉVACUATION

# En cas D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL QUI, APRÈS AVOIR EXAMINÉ LA VICTIME, VOUS DEMANDERA D'APPELER LES SECOURS

**P R O T É G E R , A L E R T E R , S E C O U R I R .**

 **TÉLÉPHONEZ AU :**



**18 OU 112 POMPIERS**

**15 SAMU**

Et dites...

## **1. ICI CHANTIER,**

**DE**

**À (Communes) :**

**ADRESSE & CODE POSTAL**

**Points de Rendez-vous Secours PRS "(à l'entrée principale du chantier)"**

**TÉLÉPHONE :**

## **2. PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT,**

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute, électrisation, écrasement...)

**ET LA POSITION DU BLESSÉ** (par exemple : le blessé est suspendu à un support, il est au sol ou dans une fouille ...)

**ET S'IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT.**

## **3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT,**

(Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas...)

## **4. DÉCRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE,**

(Par exemple : premiers soins, bouche à bouche, avec ou sans, massage cardiaque externe...)

## **5. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS (PRS),**

**ET ENVOYEZ QUELQU'UN À CE POINT POUR GUIDER LES SECOURS**

## **6. FAITES RÉPÉTER LE MESSAGE.**

**NE RACCROCHEZ JAMAIS LE PREMIER**